

# Rapport d'activités 2012/2013



**Contacts :**  
Benjamin Bibas et Agnès Joignerez, co-responsables  
[benjamin.bibas@noos.fr](mailto:benjamin.bibas@noos.fr) / [agnesjoi@yahoo.fr](mailto:agnesjoi@yahoo.fr)

## Sommaire

<b>Synthèse des activités 2012-2013 du groupe Afrique / commission Transnationale EELV (ou « groupe Afrique »)</b>	<b>p. 03</b>
--	--------------

<b>Annexe :</b>	
<b>Publications préparées par le groupe Afrique</b>	<b>p. 07</b>
Interventions parlementaires	p. 08
Motion Conseil Fédéral	p. 09
Communiqués EELV	p. 13
Notes de la Transnat'	p. 15
Textes collectifs	p. 35

Le groupe Afrique de la commission Transnationale EELV s'intéresse notamment à l'Afrique subsaharienne. Lors de sa réunion de rentrée du 20 septembre 2012, il s'est donné trois principaux objectifs :

- nourrir le parti, les élu/es locaux, les parlementaires et les équipes ministérielles écologistes d'analyses thématiques ou par pays (communiqués, « Notes de la Transnat' », etc.) ;
- nouer des liens avec des mouvements politiques et sociaux écologistes dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne ;
- contribuer, le plus possible en actes, à la définition d'une politique de co-développement écologiste.

Pour rappel, la note programmatique du groupe Afrique, datée d'octobre 2011 en vue du programme EELV 2012, a pour titre : « **Afrique subsaharienne : une coopération écologique pour mettre en valeur sur place les ressources du continent** ». Elle est accessible au lien suivant :

<http://transnationale.eelv.fr/2011/11/01/afrique-subsaharienne-une-cooperation-ecologique-pour-mettre-en-valeur-sur-place-les-ressources-du-continent/>

En 2012-2013, les activités du groupe ont inclus les points suivants :

- Animation quotidienne, développement interne
- Réunions régulières
- Contribution à la position d'EELV et au groupe de travail *ad hoc* sur le Mali
- Participation à des collectifs thématiques sur l'Afrique
- Publications : communiqués, interventions parlementaires et « Notes de la Transnat' ».
- Développement des contacts et partenaires extérieurs

## 1 Animation quotidienne, développement interne

Le groupe Afrique EELV est animé au quotidien par l'alimentation d'une **liste de discussion mail : comm-transnat-afrique@listes.eelv.fr**. La liste est en général très active, avec des échanges d'informations et débats très réguliers (quasi journaliers, voire plusieurs fois par jour) sur l'actualité en Afrique et les activités du groupe. Le fonctionnement du groupe y a aussi été débattu.

Au 27 août 2013, le groupe Afrique compte **90 membres**, ce qui représente une augmentation d'environ 35 personnes depuis septembre 2012. La liste de ces membres, avec leurs coordonnées mail et pays/centres d'intérêt, est annexée à ce rapport d'activités.

Depuis le 20 septembre 2012, le groupe est animé par deux co-responsables : Benjamin Bibas (Paris) et Agnès Joignerez (Madagascar).

## 2 Réunions régulières

Entre septembre 2012 et août 2013, le groupe Afrique a tenu 6 réunions au siège d'EELV à Paris, avec possibilité de participer à distance, par conférence téléphonique ou par Skype. Les réunions ont eu lieu en moyenne tous les deux mois, comme décidé en septembre 2012. Chaque fois, un ou des partenaires extérieurs ont été invités pour présenter un sujet particulier (voir tableau suivant).

Date	Ordre du jour effectif	Intervenants
29-06-2013	Situation en Côte d'Ivoire depuis les élections présidentielles de novembre 2010	Jean Kipre, membre du Parti écologiste ivoirien
31-05-2013	Situation en Guinée-Conakry avant les législatives prévues en 2013	- Cellou Dallein Diallo, ancien premier ministre guinéen - Benjamin Sbriglio, EELV
24-05-2013	Réflexion sur le thème "Quelle transition écologique en Afrique équatoriale ?", en vue de préparer un atelier lors des Journées d'été d'EELV 2013	- Ruffin Mpaka (EELV), province du Bas-Congo, RD Congo - Benjamin Moutsila (Fédération des Congolais de la Diaspora) et Brice Nzamba (Cercle la Rupture), Congo-Brazzaville ; - Régis Essono (Convention Diaspora Gabonaise et coopérateur EELV), Gabon - Raimundo Ela Nsang (Mouvement pour la restauration démocratique), Guinée Equatoriale

07-02-2013	- Djibouti : enjeux des élections législatives du 22 février 2013 - Madagascar : élections présidentielles et législatives prévues en 2013 - Autres : République Centrafricaine, Mali, Togo, demande commission d'enquête parlementaire Thomas Sankara	- Maki Houmedgaba, représentant pour l'Europe du parti djiboutien Alliance républicaine pour le développement (ARD) - Marie-Anitha Jaotody, doctorante en sciences politiques sur Madagascar - Agnès Joignerez, EELV
29-11-2012	- Mali : discussion sur la situation politique - Kivus (RD Congo) : suite à la prise de Goma par le M23, EELV peut-il contribuer à la transformation d'une économie de guerre en économie de paix	- Juan Branco, membre du groupe Afrique EELV et ancien conseiller spécial auprès du Procureur de la CPI
20-09-12	- Gabon : situation sur place après les émeutes de l'été et le forum de Mouila - Angola : analyse des élections d'août 2012 et de la puissance pétrolière du pays - Mali : discussion sur la situation politique - Point sur les objectifs du groupe Afrique en 2012/2013 et calendrier des actions envisagées - Communication : contacts, liste de diffusion, Facebook, etc. - Organisation du groupe Afrique : désignation des responsabilités.	- Régis Essono, membre de la Convention Diaspora Gabonaise, coopérateur EELV - Albano Cordeiro, EELV

De plus, le groupe Afrique EELV a organisé le 22 août 2013 à Marseille un atelier intitulé « Quelle transition écologique en Afrique équatoriale ? » dans le cadre des Journées d'été d'EELV.

### 3 Contribution à la position d'EELV et au groupe de travail *ad hoc* sur le Mali

L'année 2012-2013 a été marquée en Afrique par la crise politique au Mali et par l'intervention militaire française déclenchée en janvier 2013 dans ce pays. Le groupe Afrique a pris une part prépondérante dans la définition de la position d'EELV sur ce conflit, en préparant la **motion « Mali : répondre à l'urgence humanitaire, délimiter l'intervention militaire, préparer la paix et le développement »** adoptée par le Conseil Fédéral les 19 et 20 janvier 2013 (rédacteurs : Mireille Alphonse, Benjamin Bibas, Françoise Alamartine).

Cette motion a décidé la création d'un groupe de travail *ad hoc* d'EELV sur le Mali, sous la coordination effective de Françoise Alamartine. Le groupe Afrique a largement contribué aux avancées de ce groupe spécifique Mali, en organisant entre autres :

- une série de **rencontres avec des acteurs politiques maliens** (resp. Mireille Alphonse et Ibrahima Sidibé-Pommier)
- une **rencontre avec des chefs traditionnels habitants du Sahara** (resp. Denis Vène)
- une série de **rencontres avec des responsables associatives maliennes de la diaspora**, dont les projets locaux, généralement trop petits pour pouvoir bénéficier des canaux traditionnels de l'aide au développement, ont été synthétisés sous la forme d'un document de travail intitulé « Contribution à un plan de développement écologique pour le Mali » - ce document a été remis au cabinet du ministre délégué au Développement, qui a accompagné l'ensemble de la démarche, indiquant notamment pour chacun des projets par quels biais ils pourraient être financés (resp. Gérard Lansade et Benjamin Bibas).

### 4 Participation à des collectifs thématiques sur l'Afrique

Le groupe Afrique EELV participe à plusieurs collectifs thématiques liés à l'Afrique :

- Le **Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique**, se réunit chaque mois depuis 2009 à Paris. Ce collectif inscrit son travail dans le sens d'un soutien aux démocrates africains et dans le sens d'une réforme profonde de la politique française en Afrique. Il a participé à de nombreux événements et manifestations, et a poursuivi depuis 2009 un travail sur les élections, les processus électoraux et les fraudes. Il constitue un espace de réflexion collective grâce à ses réunions régulières, un espace d'interpellation des pouvoirs publics grâce à ses communiqués et lettres ouvertes, enfin un espace de plaidoyer et d'échanges entre partis politiques et associations, de France et d'Afrique. (resp. Benjamin Bibas)

- L'**Inter-collectif Afrique**, constitué à l'automne 2012 en solidarité avec les luttes des peuples africains et des diasporas en France, est un espace ouvert à la fois à des organisations de la société civile de là bas et d'ici, et à des medias, syndicats, partis et citoyens qui souhaitent offrir leurs ressources en matière de militance théorique ou pratique. De fait, ses activités se résument jusqu'à présent à des échanges sur une liste discussion mail et à la publication assez régulière sur un blog dédié, « Fraternafrique » : <http://fraternafrique.wordpress.com/>
- Le **Collectif franco-gabonais**, réunissant depuis novembre 2012 des membres de « Ca suffit comme ça ! », de la Convention Diaspora Gabon et des partis politiques français (notamment EELV et Parti de Gauche). Vise à préparer l'après-Bongo au Gabon.
- Pluridisciplinaire et international dans sa composition, le **think-tank Energie pour l'Afrique** s'est constitué en mai 2012 afin d'apporter des regards croisés (entreprises, chercheurs, journalistes, pouvoirs publics, partis politiques...) sur les questions d'accès à l'énergie sur le continent africain en privilégiant les populations, les technologies adaptées au contexte socio-culturel et le développement raisonné (resp. Mathieu Gobin et Benjamin Bibas).

## 5 Publications : communiqués, interventions parlementaires et Notes de la Transnat'

Le groupe Afrique a préparé la rédaction de plusieurs communiqués d'EELV et participé à la rédaction de communiqués collectifs. Il a également préparé plusieurs déclarations ou questions de parlementaires EELV. Après avoir été à l'initiative des premières « Notes de la Transnat' » avec des analyses sur le Mali et sur les îles Eparses à l'été 2012, il a poursuivi sur sa lancée en 2012-2013 en rédigeant enfin 4 nouvelles notes sur le Gabon, les Kivus, la République Centrafricaine et le Rwanda.

Les Notes de la Transnat' font l'objet d'une validation par le responsable de la commission Transnationale, les communiqués EELV sont validés par le Bureau exécutif. Plusieurs de ces textes ont été rédigés suite à la sollicitation d'un parlementaire EELV ou d'un membre du Bureau exécutif. L'ensemble de publications, répertoriées ci-dessous, est disponible sur le site de la Commission Transnationale : <http://transnationale.eelv.fr/category/afrique>

Titre	Date	Type de texte / Auteur
Apaiser la souffrance des Tchadiens	16-07-2013	Communiqué EELV
Guinée équatoriale : le pétrole à quel prix ?	23-05-2013	Communiqué du Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique
Togo : Engager la France et l'Europe dans la transition vers un Etat de droit	22-04-2013	Communiqué EELV
Denis Sassou Nguesso reçu à l'Élysée : quel message de la France vers l'Afrique?	09-04-2013	Communiqué EELV
Refonder une relation écologique avec le Rwanda pour contribuer à une économie de paix dans les Grands Lacs	05-04-2013	Note de la Transnat', par Karim Al Rifaï avec le groupe Afrique EELV
« Noël Mamère attire l'attention de M. le ministre des Affaires étrangères sur la suite des élections législatives qui se sont déroulées le 22 février 2013 à Djibouti... »	12-03-2013	Question parlementaire de Noël Mamère
Législatives à Djibouti, au Togo, au Cameroun et en Guinée – Lettre ouverte à la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale	19-02-2013	Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique
Djibouti : agir pour la transparence des élections et de la coopération	15-02-2013	Communiqué EELV
Pour une résolution multilatérale du conflit en République Centrafricaine	7-02-2013	Note de la Transnat', par Claude Yabanda et Narcisse Arido avec le groupe Afrique EELV
Législatives au Togo : lettre ouverte à l'Union européenne	24-01-2013	Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique
Mali : répondre à l'urgence humanitaire, délimiter l'intervention militaire, préparer la paix et le développement	20-01-2013	Motion Conseil Fédéral
Kivus : arrêter le cycle de la violence, construire une économie de paix	5-12-2012	Note de la Transnat', par Benjamin Bibas avec le groupe Afrique EELV
Pour une libération immédiate des prisonniers politiques au Gabon	4-11-2012	Communiqué du Collectif franco-gabonais

Une brèche s'ouvre dans la Françafrique : Accompagner les acteurs d'une transition pacifique au Gabon	26-10-2012	Note de la Transnat', par Régis Essono
Fin de la Françafrique? Place au développement... durable?	15-10-2012	Communiqué EELV
Commission d'enquête relative à l'assassinat de Thomas Sankara	12-10-2012	Déclaration du groupe des députés/es EELV à l'Assemblée nationale

--

## 6 Développement des contacts et partenaires extérieurs

Au fil des rencontres, le groupe Afrique élargit le cercle de ses contacts et partenaires extérieurs qui, collectifs compris, comptent au 20 août 2013 **plus de 400 personnes**. Celles-ci représentent :

- des ONG actives dans le développement, l'environnement et/ou la défense des droits humains en Afrique
- des associations, collectifs et plateformes (diaspora, élections, libertés, LGBT, etc.)
- les groupes Afrique des principaux partis politiques de gauche français
- des partis verts et/ou partis d'opposition dans plusieurs pays africains
- des médias en France et en Afrique
- des institutions de recherche
- des diplomates français et européens.

Ces contacts et partenaires sont régulièrement consultés pour information ou en vue de la rédaction des communiqués et Notes de la Transnat'. Certains ont été invités comme intervenants lors des réunions du groupe Afrique. Tous sont destinataires des publications du groupe Afrique. Inversement, certains partenaires ont sollicité le groupe Afrique pour soutenir leur action (communiqués, appui de projets de développement, soutien politique, veille, etc.). La liste de ces contacts et partenaires est disponible sur demande.

## Conclusions et perspectives pour 2013-2014

Les points forts de cette année 2012/2013 sont les suivants :

- Le nombre de membres du groupe Afrique a augmenté
- Le nombre de partenaires a augmenté
- Le groupe est dynamique, avec des échanges et une production écrite régulière et de qualité
- Les activités du groupe contribuent à atteindre les objectifs qu'il s'est fixé
- Le groupe est reconnu au sein de la Commission Transnationale, mais aussi auprès du Cabinet de Pascal Canfin, des élu/es EELV intéressé/es par l'Afrique, et des porte-paroles d'EELV.

Les points à améliorer sont les suivants :

- Les activités du groupe Afrique sont trop exclusivement concentrées sur les pays francophones ; par exemple, le groupe n'a pas réagi aux élections au Kenya ou aux événements sanglants de Marikana en Afrique du Sud ;
- Le dynamisme du groupe repose beaucoup sur ses deux responsables, il est nécessaire d'élargir le bureau et d'augmenter le nombre de personnes activement chargées de l'animation du groupe ;
- Les productions écrites (notes et communiqués) et les échanges sur la liste email sont dominés par une quinzaine de personnes, les autres membres du groupe intervenant peu ; il paraît nécessaire d'en connaître la raison et d'agir pour inciter ces membres à intervenir davantage ;
- Les articulations avec le travail du groupe EELV Développement, créé à l'automne 2012, doivent être renforcées.

Les perspectives pour 2013-2014 sont les suivantes :

- Continuer d'augmenter le nombre de membres du groupe Afrique
- Continuer d'augmenter le nombre de partenaires, en particulier dans les pays encore non couverts par le réseau du groupe et dans les pays non francophones
- Elargir le spectre d'intervention du groupe, en particulier aux pays non francophones ; pour commencer, trois notes pourraient être sollicitées : une note sur la situation politique et les perspectives d'action écologique au Kenya, une note sur le secteur extractif en Afrique du Sud (et les violences qui y ont été associées un an après la répression des émeutes de Marikana), une note sur la « Grande Muraille Verte » (projet porté par l'UA pour lutter contre la désertification du Sahel).
- Améliorer le fonctionnement du groupe Afrique, en élargissant son bureau et en formalisant les procédures (voir email d'Agnès Joignerez daté du 27/05/2013 à ce sujet).

## Annexe :

### Publications préparées par le groupe Afrique

#### 1. Interventions parlementaires

- Déclaration des députés EELV sur la commission d'enquête relative à l'assassinat de Thomas Sankara
- Question de Noël Mamère au ministre des Affaires étrangères sur les élections législatives à Djibouti

#### 2. Motion Conseil Fédéral

- Mali : répondre à l'urgence humanitaire, délimiter l'intervention militaire, préparer la paix et le développement

#### 3. Communiqués EELV

- Soutenir la démocratie à Djibouti
- Denis Sassou Nguesso reçu à l'Élysée : quel message de la France vers l'Afrique ?
- Togo : Engager la France et l'Europe dans la transition vers un Etat de droit
- Apaiser la souffrance des Tchadiens

#### 4. Notes de la Transnat'

- Une brèche s'ouvre en Françafrique : accompagner les acteurs d'une transition pacifique au Gabon
- Kivus : arrêter le cycle de la violence, construire une économie de paix
- Pour une résolution multilatérale du conflit en République Centrafricaine
- Refonder une relation écologique avec le Rwanda pour contribuer à une économie de paix dans les Grands Lacs

#### 5. Textes collectifs

- Pour une libération immédiate des prisonniers politiques au Gabon
- Législatives au Togo : lettre ouverte à l'Union européenne
- Législatives à Djibouti, au Togo, au Cameroun et en Guinée – Lettre ouverte à la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale
- Guinée équatoriale : le pétrole à quel prix ?

## Annexe 1. Interventions parlementaires

### Commission d'enquête relative à l'assassinat de Thomas Sankara



Les députés du groupe Europe Ecologie les Verts (EELV) soutiennent sans réserve la nouvelle demande de commission d'enquête parlementaire relative à la recherche de la vérité dans l'assassinat de Thomas Sankara, déposée le 5 octobre dernier en France par dix député/es. C'est en effet à l'initiative du député EELV Noël Mamère qu'une première demande, libellée exactement en les mêmes termes, avait été déposée le 10 juin 2011 sous la mandature précédente. Cette première demande n'avait hélas même pas reçu de réponse, le délai réglementaire

d'un an s'étant écoulé précisément à la fin de cette mandature.

Le changement de majorité en France nous fait entrevoir une réelle possibilité pour que cette nouvelle demande aboutisse. Nos deux député/es siégeant à la Commission des Affaires étrangères, Noël Mamère et Danielle Auroi, l'appuieront avec toute la force de leur conviction, la même que les élu/es écologistes ont toujours employée à dénoncer les crimes et délits de la Françafrique.

Au-delà de la seule personne de Thomas Sankara, c'est en effet tout un espoir politique qui a été assassiné le 15 octobre 1987 : celui d'un Burkina-Faso et plus largement d'une Afrique véritablement autonome, bâtissant son économie et sa société sur la base d'initiatives populaires, attentive en premier lieu à sa souveraineté alimentaire et au respect de son environnement. C'est cette possibilité qu'il nous appartient aujourd'hui de restaurer ensemble, en redéfinissant, si les Burkinabé/es le souhaitent, une politique de co-développement écologiste résolument tournée vers l'avenir et nourrie d'un regard lucide sur les turpitudes françaises sur le continent.

**Le groupe des député/es EELV à l'Assemblée nationale, le 12 octobre 2012**

---

### Question parlementaire de Noël Mamère au ministre des Affaires étrangères sur les élections législatives à Djibouti

Monsieur Noël Mamère attire l'attention du ministre des Affaires étrangères sur la suite des élections législatives qui se sont déroulées le 22 février dernier à Djibouti dans un silence médiatique impressionnant. Ce petit pays de 23 000 km<sup>2</sup> occupe pourtant une position extrêmement stratégique, accueillant sur son sol des bases militaires française, étasunienne, japonaise, allemande et italienne, destinées à surveiller le trafic pétrolier de la Mer Rouge et la région du Sahel, actuellement sous tension.

Depuis son indépendance en 1977, Djibouti vit sous le régime autoritaire d'une même famille : l'actuel président Ismaïl Omar Guelleh a succédé en 1999 à son oncle Hassan Gouled Aptidon, sous la bénédiction de son ancienne puissance coloniale, la France. Quelques jours seulement après ces élections législatives, marquées par de très nombreuses irrégularités qui entachent leur crédibilité, des arrestations massives de membres de l'opposition ont eu lieu, malgré les dénégations du pouvoir en place. Aujourd'hui, les manifestations continuent dans l'indifférence de la communauté internationale, et sous la pression d'un pouvoir qui ne cesse d'intimider l'opposition rassemblée sous le nom d'Union pour le salut national (USN).

Monsieur Mamère souhaite savoir si la France entend continuer à faire bénéficier ce régime non démocratique des dizaines de millions d'euros que rapportent annuellement la concession de sa base militaire et demande au gouvernement s'il a prévu de se coordonner avec les gouvernements allemand et italien, voire étasunien et japonais, pour établir des exigences démocratiques en matière de coopération militaire avec Djibouti. Monsieur Mamère demande également au ministre des Affaires étrangères si le gouvernement français compte sortir du silence pour s'engager à soutenir la population djiboutienne dans son combat pour la démocratie.

**Noël Mamère, le 7 mars 2013**



## Annexe 2. Motion Conseil Fédéral

# Mali : répondre à l'urgence humanitaire, délimiter l'intervention militaire, préparer la paix et le développement

Motion adoptée par le Conseil Fédéral d' Europe Ecologie – les Verts

le 20 janvier 2013

### Exposé des motifs :

Depuis vendredi 11 janvier, la France mène une intervention militaire au nord du Mali, d'abord par voie aérienne, puis désormais avec l'engagement de troupes au sol. Cette intervention, compréhensible et devenue inévitable, répond à l'appel du Président par intérim de la République Malienne, avec l'approbation de la communauté internationale et notamment des organisations régionales africaines (CEDEAO).

La responsabilité de ce conflit tient à la décision d'Aqmi, du

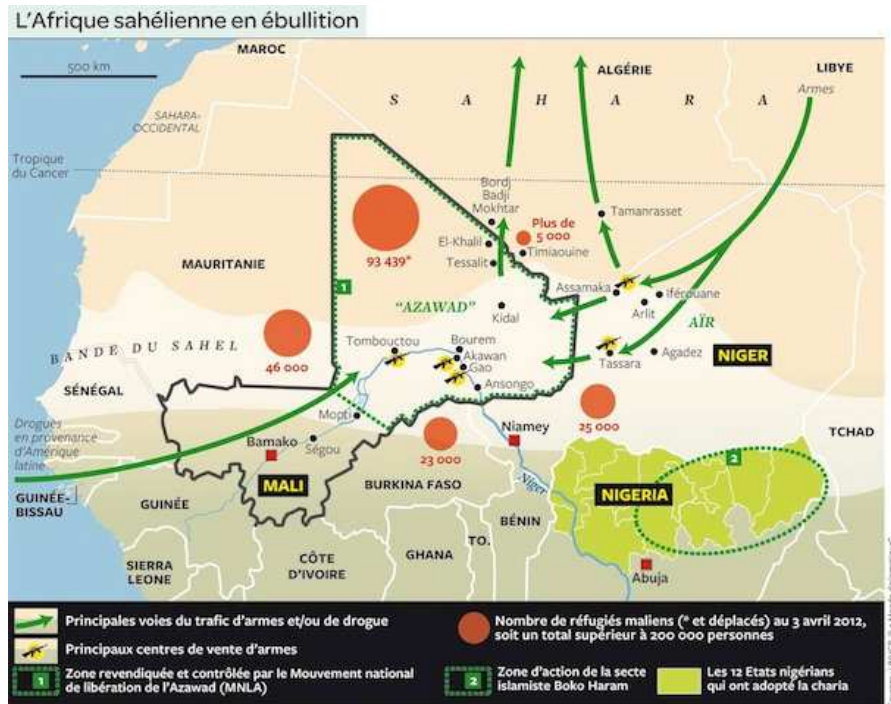
Mujao et d'Ansar Eddine, trois mouvements intégristes radicaux contrôlant le Nord-Mali depuis avril 2012 et d'ores et déjà suspectés de nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité, de lancer une offensive visant probablement la capitale malienne, Bamako, et menaçant la pérennité de l'État malien.

Elle est dans l'esprit de la résolution 2085 du 20 décembre 2012, qui prévoyait l'intervention d'une force pan-africaine. Elle est enfin perçue favorablement par la majorité du peuple malien et de la diaspora, conscients de l'impuissance et de la désorganisation des forces armées régulières maliennes – que plusieurs voix appellent d'ailleurs à éviter toute exaction contre des minorités vivant au Nord-Mali.

En tant que mouvement attaché à la prévention des conflits et à leur résolution pacifique, EELV considère que la guerre crée inévitablement de nombreuses destructions et affecte les populations civiles. Nous avons donc en tête à cet instant les douleurs et les souffrances de tous ceux qui sont impactés par les conséquences de ce conflit. La guerre favorise la propagation des armes comme le montre l'enchaînement des conflits en Libye et au Mali, et ne peut donc en aucun cas constituer un moyen pour construire une paix durable. Elle n'est que l'ultime recours lorsque toutes les solutions négociées ont échoué. Elle ne doit se poursuivre sans un cadre et un vocabulaire précis, à définir avec la représentation parlementaire nationale française, l'État malien et tous les partenaires internationaux. Elle doit également s'accompagner d'un dialogue entre l'ensemble des Maliens, avec l'aide de la communauté internationale, pour aboutir à une solution de paix durable.

L'intervention française a permis d'arrêter la progression d'une coalition de mouvements fondant leur hégémonie sur la force militaire et des exactions imposées aux populations locales: mutilations, exécutions publiques, viols, raids dans les villages pour enrôler de force des mineurs, prises d'otages, etc.

Cette intervention présente cependant des risques certains :



Le risque d'apparaître comme une énième intervention militaire française en Afrique, environ la 50<sup>e</sup> depuis les indépendances de 1960. Le risque pour la France de sembler défendre des intérêts économiques et stratégiques contestables.

Le Nord du Mali, contigu du Niger où la France tire via Areva une part substantielle de l'uranium consommé dans ses centrales nucléaires (3000 tonnes en 2012), est également considéré aujourd'hui comme un « Eldorado » par les majors du pétrole dont Total. Frontalier de la grande puissance pétrolière qu'est l'Algérie, il est un territoire également convoité pour le contrôle des nombreux trafics d'armes et de drogues qui s'y déroulent, habité par une multitude de groupes dont l'un, les Touaregs, vit surtout dans des régions désertiques riches en ressources extractives et entretient historiquement une relation conflictuelle avec l'Etat malien.

Le risque de voir se multiplier les lieux de conflits par un adversaire insaisissable dans l'ensemble du Sahara et du Sahel est déjà avéré (prise d'otages du site gazier d'In Amenas en Algérie).

Face à cette réalité, la capacité d'une force internationale à reprendre et contrôler durablement un terrain désertique immense sera impossible par la seule action militaire. Une paix durable nécessite d'ouvrir un dialogue avec l'ensemble des acteurs maliens voulant œuvrer à la reconstruction du pays.

Aujourd'hui, alors que l'intervention militaire est en cours, alors que le conflit s'étend en Algérie à la suite de la prise d'otages dans un complexe gazier, il nous semble important de réfléchir selon trois axes :

- les exigences politiques à porter concernant l'intervention militaire et les solutions politiques de sortie de crise,
- la gestion de la crise humanitaire qui prend chaque semaine des proportions plus alarmantes,
- le développement durable de l'ensemble de la région.

La nouvelle séquence ouverte par cette intervention armée, engagée par le Président de la République au nom de « la lutte contre le terrorisme » et pour garantir « l'existence même d'un État ami », doit en effet se transformer en opportunité pour aider de façon efficace le Mali à assurer son intégrité territoriale et à rétablir un fonctionnement démocratique stable, légitime et représentatif des composantes politiques de la vie malienne. Au-delà, elle doit permettre de poser des bases solides et saines pour un co-développement écologique au sein duquel l'exploitation des ressources extractives deviendrait progressivement marginale : il faut envisager conjointement le développement écologique du Sahel (plus largement de l'Afrique) et la transition énergétique en France. Les actions à entreprendre devront viser : la reconnaissance des droits des minorités, l'autosuffisance alimentaire, la sécurité sanitaire, la mise en place de solutions écologiques dans l'agriculture et l'industrie locale (à construire), le soutien aux initiatives de la société civile.

Les exigences politiques : La France doit poursuivre ses efforts diplomatiques pour transmettre le plus rapidement possible les opérations militaires ainsi que celles de police (maintien de la paix dans les zones libérées) aux troupes maliennes et africaines, avec des objectifs clairs et partagés au plan international. L'armée française n'a pas vocation à rester durablement au Mali.

La gestion de la crise humanitaire : selon l'ONU, on dénombrait avant le démarrage de la guerre 150 000 réfugiés maliens dans les pays voisins (Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Algérie principalement) et 230 000 déplacés en interne. Ces chiffres grossissent depuis le déclenchement des hostilités : selon l'ONG Oxfam, plus de 30 000 personnes se sont déjà déplacées en une semaine ! Alors que la dernière saison des pluies a permis de bonnes récoltes en 2012, l'on craint désormais une crise alimentaire majeure dans les mois qui viennent. Certaines zones (les grandes villes, dont Bamako au premier plan) vont se retrouver en difficulté d'approvisionnement, et dans les régions où se déroule le conflit, de très nombreux paysans n'auront pas pu cultiver leurs champs (soit qu'ils aient été détruits, soit qu'ils aient dû les fuir). Par ailleurs, il s'agit très vite de mettre en place les conditions d'hébergement correctes pour toutes les populations ayant fui.

Le développement de l'ensemble de la région : la situation actuelle au Mali résulte aussi de l'extrême pauvreté régnant dans tout le Sahel. Loin de profiter à ses habitants, les richesses minières et gazières du sous-sol sahélien sont restées pour l'instant le monopole de grands groupes internationaux, qui – comme Areva au Niger – se sont contentés jusqu'à présent de reverser quelques prébendes à des politiciens peu vertueux. De même, les sommes – même insuffisantes – attribuées par l'aide internationale au développement n'ont pas toujours bénéficié aux populations auxquelles elles étaient destinées. Il est temps

que l'ensemble de ces pratiques changent réellement et que le développement que nous appelons – solide, juste et écologique – puisse être réfléchi et mis en œuvre avec toutes les parties prenantes : la population malienne dans son ensemble, les collectivités territoriales maliennes, les partenaires du Nord.

Pour mener à bien cette reconstruction, nous bénéficions d'une solide histoire d'échanges, de partenariat et d'amitié entre nos deux peuples. Ainsi depuis plusieurs décennies, de nombreuses associations ont été créées par des Français et des Maliens de la diaspora pour participer au développement du pays. De nombreuses ONG françaises sont très investies dans plusieurs régions maliennes. De nombreuses collectivités territoriales françaises et maliennes se sont engagées dans des programmes de développement solidaire. Enfin, la diaspora malienne en France est la première contributrice de l'aide au développement de son pays.

## **Le Conseil Fédéral d'Europe Ecologie – les Verts, réuni les 19-20 janvier 2013 :**

- **approuve l'intervention militaire française au Mali** qui a permis d'arrêter la progression d'une coalition de groupes armés fondant leur hégémonie sur la force militaire et des exactions imposées aux populations locales. La guerre est ici le résultat d'échecs politiques successifs ;
- rappelle que le programme d'EELV préconise la **prévention des conflits** ;
- **salue la décision de la Cour pénale internationale** d'enquêter sur l'ensemble des violations graves des droits de l'homme commises au Mali depuis le 1er janvier 2012 ;
- **demande au gouvernement français de réfléchir à des propositions** pour que la communauté internationale puisse également favoriser l'élucidation de l'ensemble des exactions commises au Mali depuis 1960 ;
- **regrette que l'UE ne se soit pas dotée d'une capacité à intervenir collectivement** dans le cadre du droit international.

### **Demande au gouvernement français :**

- **d'éviter tout discours belliciste**, ainsi que toute terminologie connotée, susceptible d'entraîner des amalgames dangereux.
- de **rendre compte régulièrement au Parlement** :
  - **des objectifs à court et moyen terme** de l'intervention militaire française ainsi que de ses efforts diplomatiques pour aboutir à une force militaire internationale sous commandement africain, comme le prévoit la résolution 2085 du Conseil de Sécurité de l'ONU ;
  - du déroulement du conflit, avec une attention toute particulière au **transfert d'armement et au type d'armes utilisé** sur le terrain ;
- de tout faire pour **réduire au maximum l'impact des opérations militaires sur les infrastructures vitales** pour l'approvisionnement des habitant/es du Nord-Mali ;
- **d'éviter toute pollution environnementale** (notamment sur les ressources en eau) ;
- de s'interdire **l'utilisation d'armes à uranium appauvri** ;
- de **faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire** ;
- de mettre en œuvre un **moratoire suspendant les procédures d'expulsion** engagées à l'égard des Maliennes et des Maliens sans-papiers ;
- **de faciliter, dans une démarche solidaire et humanitaire, plutôt que sécuritaire, l'obtention de visas** des réfugiés et migrants maliens en France, en lien avec l'ambassade malienne et les différents consulats sur notre territoire, et celle des titres de séjour sans que leur nombre soit inclus dans l'objectif des 30 000 régularisations annuelles ;
- **de permettre une information libre par les médias** qui couvrent le conflit au Mali dans les territoires qui sont sous son contrôle ;

--  
- d'engager avec tous nos élus **l'évolution du droit français et européen pour une responsabilité sociale et environnementale (RSE)**, contraignante, des entreprises transnationales extractives ou non, en promouvant les initiatives parlementaires en cours ;

- de **respecter les engagements internationaux** réitérés en matière d'Aide et de Coopération publique au développement.

#### **Demande au gouvernement français ainsi qu'à l'ensemble des parlementaires nationaux et européens :**

- d'entamer dès à présent des consultations avec des représentant/es de l'Etat malien, du Parlement malien et de l'ensemble des communautés du Nord et du Sud du Mali. Il s'agit de préfigurer les garanties internationales qui pourraient être données au lendemain du conflit pour une refondation des institutions maliennes (à la légitimité discutable) posant la question de l'autonomie effective des groupes qui y aspirent ;
- de préparer avec l'UE et la communauté internationale un plan de développement ambitieux pour les populations des pays du Sahel, en particulier la reconstruction de leur souveraineté alimentaire.
- de prendre l'initiative auprès des Nations Unies de la mise en œuvre urgente d'une conférence pour la paix, pour commencer dès aujourd'hui à mettre en place les conditions d'un retour à la démocratie avec une feuille de route intégrant le calendrier de l'élection du président et du parlement.

#### **Demande à l'Union européenne**

- de mettre en place de toute urgence une plate-forme d'aide financière et logistique aux ONG internationales et maliennes travaillant sur place pour venir en secours aux populations civiles frappées par la guerre et notamment aux réfugiés et déplacés du nord du Mali ;
- de prévoir la mise en place de structures permettant l'envoi d'hôpitaux de campagne avec notamment des personnels formés à la prise en compte des viols de guerre.
- d'œuvrer à la mise en place d'un espace politique et de développement : Afrique-Europe en lien avec les sociétés civiles.

#### **Demande au Bureau exécutif**

d'engager EELV (parti, élu/es locaux et régionaux, parlementaires nationaux et européens, en lien avec des partenaires sahéliens et notamment maliens, dans l'élaboration d'un plan européen de développement territorial écologique pour les pays du Sahel,

#### **Décide**

- de **créer un groupe de travail sur le Mali**, réunissant des membres de la commission transnationale, des élu-es territoriaux, des parlementaires en charge du dossier, coordonné par les responsables de la commission transnationale et du Bureau Exécutif.
- d'**appeler les élus EELV des grandes collectivités territoriales françaises** engagées dans des actions de coopération décentralisée avec le Mali à organiser des Assises de la reconstruction avec leurs partenaires habituels (collectivités territoriales maliennes, ONG, OSIM: associations de solidarité internationale créée par les migrants) dans les meilleurs délais.

## Annexe 3. Communiqués EELV

### Soutenir la démocratie à Djibouti

Dans un silence médiatique impressionnant, des élections législatives ont lieu aujourd'hui même à Djibouti. Ce petit pays de 23 000 km<sup>2</sup> occupe pourtant une position stratégique : il accueille sur son sol des bases militaires française, étasunienne, japonaise, allemande et italienne, destinées à surveiller le trafic pétrolier de la Mer Rouge et le Sahel, actuellement sous tension.

Avec la bénédiction de la France, ancienne puissance coloniale, Djibouti vit depuis son indépendance en 1977 sous le régime autoritaire d'une même famille : l'actuel président Ismaïl Omar Guelleh a succédé en 1999 à son oncle Hassan Gouled Aptidon.



Europe Ecologie-Les Verts s'inquiète de l'organisation chaotique du vote lors de ces élections : listes électorales incomplètes, cartes électorales distribuées à l'emporte-pièce... ainsi que de l'intimidation dont font l'objet plusieurs leaders de l'opposition rassemblée sous le nom d'Union pour le salut national (USN).

Alors que les meetings de l'USN, pourtant interdits, suscitent un engouement sans précédent, le pouvoir a prépositionné des éléments militaires et policiers afin de se maintenir, si nécessaire par la force. Il entend continuer à profiter des dizaines de millions d'euros que rapportent annuellement les concessions des bases militaires étrangères.

Dans cette situation, EELV :

- assure le peuple djiboutien de son total soutien pour exiger et obtenir un scrutin libre et transparent ;
- demande aux parlementaires français et européens d'exiger la transparence sur la politique de coopération militaire que l'Union européenne et certains Etats européens mènent avec Djibouti – à ce titre, une commission d'enquête parlementaire en France sur les circonstances précises de l'assassinat du juge Bernard Borrel en 1995 pourrait être envisagée ;
- demande au gouvernement français de se coordonner avec les gouvernements allemand et italien, voire étasunien et japonais, pour établir des exigences démocratiques en matière de coopération militaire avec Djibouti ;
- demande au gouvernement français et à l'Union européenne de sortir du silence et de s'engager pour soutenir la population djiboutienne dans son combat pour la démocratie.

**Elise LOWY, Jean-Philippe MAGNEN, porte-parole, le 22 février 2013**

--

### Denis Sassou Nguesso reçu à l'Élysée : quel message de la France vers l'Afrique?



Europe Écologie Les Verts regrette l'accueil réservé à l'Élysée au président congolais Denis Sassou Nguesso. EELV s'étonne notamment qu'aucune ONG critique du régime ou qu'aucun opposant n'aient été reçus en parallèle et qu'aucun message public sur les droits de l'Homme et les libertés publiques n'ait été émis à l'égard de ce régime congolais d'un autre temps.

Cette réception est d'autant plus embarrassante que M. Denis Sassou Nguesso a déclaré refuser à la justice française le droit d'enquêter sur les « biens mal acquis », à l'issue de son entretien avec François Hollande. EELV appelle le Président de la

République et la Ministre de la Justice à réaffirmer l'indépendance de la justice française et leur engagement de laisser la justice faire toute la lumière sur les « biens mal acquis ».

Les crises au Mali ou en République Centrafricaine ne peuvent justifier le renoncement aux promesses de rupture avec la Françafrique. Renforcer les régimes non-démocratiques des pays voisins ne permettra pas d'assurer une paix et une stabilité durables en Afrique, et ne peut de surcroît qu'alimenter le scepticisme quant à l'objectif de soutenir la démocratie sur l'ensemble du continent africain.

**Elise Löwy et Jean-Philippe Magnen, porte-parole, le 8 avril 2013**

## Togo : engager la France et l'UE dans la transition vers un Etat de droit



La France ne peut pas renouer avec les travers classiques de sa politique africaine. Ainsi attend-on des réactions fortes de Paris quand à Djibouti le gouvernement réprime l'opposition unie réclamant la vérité des urnes du dernier scrutin législatif, ou quand au Togo les principaux leaders de l'opposition sont interpellés à quelques semaines des élections législatives.

Au Togo, le silence de la France reviendrait à accepter la confiscation du pouvoir par un régime autoritaire et dynastique. Il n'est pas imaginable que ce silence soit lié à l'envoi de soldats togolais pour renforcer la force africaine devant succéder à l'armée française au Nord-Mali. De même que François Hollande engage la France dans la reconstruction d'un Etat de droit au Mali, il doit également l'engager, ainsi que l'Union européenne, dans la transition vers un Etat de droit au Togo.

EELV affirme son soutien aux Togolais/es qui luttent pour la démocratie et le respect des droits humains, contre les violences et emprisonnements que subit l'opposition togolaise. EELV a rencontré un des principaux partis d'opposition au Togo, l'ANC de Jean-Pierre Fabre, et appuie ses principales revendications démocratiques ainsi que la démarche unitaire du parti Afrique Togo Ecologie. Le décès le 15 avril à Dapaong, d'au moins un manifestant âgé de 12 ans est particulièrement inquiétant, tout comme les violences qui ont suivi.

EELV demande à la France et à l'Union européenne de s'impliquer pour favoriser des élections législatives honnêtes au Togo, déjà repoussées plusieurs fois. Il est notamment possible de condamner les arrestations arbitraires, et de conditionner les politiques de coopération au respect des recommandations de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne émises lors des élections présidentielles de 2010.

**Elise Löwy et Jean-Philippe Magnen, porte-parole, le 22 avril 2013**

--

## Apaiser la souffrance des Tchadiens

Au lendemain du défilé sur les Champs-Élysées de soldats tchadiens, maliens et français ayant combattu ensemble lors de l'opération Serval au Mali, Europe Ecologie les Verts (EELV) constate le lourd tribut payé par l'armée tchadienne : probablement plusieurs centaines de morts lors d'après combats dans des espaces désertiques où l'armée française n'a pas voulu se risquer. EELV apporte son soutien aux familles de ces soldats, qui en nombre réclament encore le retour de la dépouille de leur parent mort au combat. EELV souhaite qu'en temps venu le déroulement peu connu de cette guerre soit mieux documenté, afin de déterminer s'il a donné lieu à des violations des dispositions du Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1977 sur les droits des combattants d'une armée non régulière.



EELV s'inquiète aussi du sort d'autres victimes, de plus en plus nombreuses au Tchad depuis que le président Idriss Déby a décidé de réprimer la grogne suscitée dans son pays par la dureté de la guerre au Mali. Depuis le 1er mai, on ne compte plus les arrestations arbitraires et expulsions de députés, militaires, écrivains, journalistes... Plusieurs cas de torture et d'assassinats sont également répertoriés. Dans ce moment d'une extrême dureté, EELV apporte son soutien au peuple tchadien et condamne les violations des droits humains dont il fait l'objet.

La France devrait appeler le Tchad au respect des droits humains. Outre les nécessaires relations au plus haut niveau de l'Etat, elle devrait recevoir des membres tchadiens de l'opposition et de la société civile, afin de favoriser dans ce pays un dialogue national apte à faire baisser le niveau de violence politique. Le combat commun des soldats français, maliens et tchadiens pour le retour de la démocratie au Mali perdrait en effet tout son sens s'il se soldait durablement par un durcissement de la dictature au Tchad.

**Jean-Philippe Magnen et Elise Löwy, porte-parole, le 16 juillet 2013**

## Annexe 4. Notes de la Transnat'

Les Notes de la Transnat' sont des textes analytiques de 10 000 à 30 000 signes destinés notamment à la direction et aux élu/es du parti EELV, visant pour chaque thème abordé à leur donner un angle d'approche écologique et des perspectives de décision et d'action. Les Notes de la Transnat' produites par le groupe Afrique sont également diffusées à ses contacts et partenaires extérieurs.

--

### Une brèche s'ouvre dans la Françafrique : Accompagner les acteurs d'une transition pacifique au Gabon

par Régis Essono\*, le 20 octobre 2012

*« Je veux que le 6 mai soit une bonne nouvelle pour les démocrates et une mauvaise pour les dictateurs »<sup>1</sup>*

*« Je romprai avec la Françafrique, en proposant une relation fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité »<sup>2</sup>*



Marc Ona Essangui, principal responsable de l'organisation environnementaliste gabonaise Brainforest

Ces deux fortes prises de position de François Hollande pendant la campagne électorale des dernières présidentielles expliquent sans doute en bonne partie le soulagement et la joie manifestés lors de sa victoire, le 6 mai dernier, par la plupart des populations des pays d'Afrique noire francophone, notamment au Gabon. C'est loin d'être un hasard si depuis l'installation à l'Elysée de François Hollande on note dans ce pays une forte aggravation de la tension. Il convient de procéder à un rapide examen de la situation avant d'en analyser les causes profondes et de **voir comment EELV pourrait contribuer à une transition démocratique durable, pacifique et la plus rapide possible au Gabon.**

#### Le règne d'Ali Bongo Ondimba : un pouvoir mal acquis, un bilan inquiétant

Le décès d'Omar Bongo Ondimba le 8 juin 2009, après 42 ans passés à la tête de l'Etat gabonais, entraîne l'organisation d'élections présidentielles anticipées qui font naître un espoir de renouveau démocratique se manifestant notamment par une participation massive des électeurs. Malheureusement, cet espoir sera non seulement réduit à néant par le coup d'Etat électoral commis en août 2009 par Ali Bongo Ondimba, le fils du défunt président, mais également noyé sous le sang de dizaines de Gabonais tués par les forces de l'ordre lors des émeutes survenues à Port-Gentil, la capitale économique, en réaction à cette mascarade électorale.

Arrivé au sommet de l'Etat dans des circonstances plus que contestables, Ali Bongo Ondimba ne tarde pas à se livrer à un exercice personnel du pouvoir :

- réformes constitutionnelles douteuses concentrant encore plus les pouvoirs entre les mains présidentielles<sup>3</sup> ;

<sup>1</sup> Extrait du discours du 29 avril 2012 à Bercy

<sup>2</sup> Extrait du point n°58 du Projet présidentiel de François Hollande

<sup>3</sup> [www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20101229092747/](http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20101229092747/)

- mise en place d'agences ne rendant de comptes qu'au seul chef de l'Etat et dépossédant les principaux ministères de l'essentiel de leurs missions ;
- dépenses somptuaires et stériles sans contrôle du Parlement<sup>4</sup> qui sont d'autant plus mal vécues par les populations que des secteurs aussi vitaux que l'éducation ou la santé ne cessent de se dégrader, que les services de l'eau et de l'électricité fonctionnent de manière erratique ;
- etc.

Le moins que l'on puisse dire est que le Gabon ne se caractérise pas par une gouvernance exemplaire et que la lutte contre la corruption n'y est pas des plus efficaces<sup>5</sup>. Ce n'est donc pas un hasard si aussi bien Barack Obama que François Hollande ont tenu à insister sur ces points lors des audiences qu'ils ont accordées chacun à Ali Bongo<sup>6</sup>. Le dossier des biens mal acquis (BMA) constitue l'exemple le plus connu de cette question ; même si la ligne de défense d'Ali Bongo consiste à refuser d'être tenu pour comptable de faits reprochés à feu son père, les scandales de l'hôtel particulier « Pozzo di Borgo »<sup>7</sup> ou encore du Boeing 777-236<sup>8</sup> ne plaident pas pour son innocence totale dans ce domaine.

C'est sans doute dans les domaines environnemental et minier que les manifestations de la mal gouvernance et de la corruption sont les plus importantes. Même si la situation était déjà particulièrement grave avant l'arrivée au pouvoir d'Ali Bongo<sup>9</sup>, elle est loin de s'être arrangée après. Si le rôle néfaste de groupes français tels que Total, Bolloré, Rougier Océan ou Leroy Gabon est dénoncé depuis longtemps<sup>10</sup> dans la pollution ou la déforestation, c'est le groupe singapourien Olam qui cristallise actuellement les tensions : cette compagnie, qui connaît un essor particulier depuis l'arrivée au pouvoir d'Ali Bongo, est accusée de tentative d'accaparement de terres<sup>11</sup> et soupçonnée d'être essentiellement un outil de détournement massif de deniers publics pour le compte du pouvoir en place.



Ali Bongo Ondimba

La mal gouvernance et le déficit de transparence dans le domaine des industries extractives sont tels que le Gabon est aujourd'hui menacé d'exclusion de l'Initiative pour la Transparence des industries extractives (EITI/ITIE)<sup>12</sup>. L'absence de transparence et de traçabilité des revenus pétroliers, par exemple, est loin d'être un souci anodin dans un pays où ces revenus représentent plus de 70 % du budget de l'Etat. En fait, cette opacité est dénoncée pour quasiment toutes les industries extractives du Gabon (manganèse, niobium, or, uranium, diamant...).

On peut également reprocher au pouvoir gabonais une certaine passivité coupable à l'égard des filiales gabonaises de groupes français, comme par exemple Areva ou Eramet, accusés de crimes environnementaux et d'atteinte aux droits humains<sup>13</sup>.

Le pouvoir d'Ali Bongo Ondimba se caractérise également par de nombreuses violations des droits civils, civiques et politiques. Les médias proches du pouvoir semblent disposer d'un droit quasi illimité de mentir et diffamer et ne font au mieux l'objet que de sanctions symboliques tandis que ceux de l'opposition subissent

<sup>4</sup> Un exemple récent est celui d'une course motonautique organisée en juillet dernier et dont le coût est compris entre 21 et 28 millions € sans que les populations ni même l'Etat n'y trouvent le moindre avantage

<sup>5</sup> [www.gabonactu.com/ressources\\_g/actualites\\_gabon\\_2011.php?Article=1818](http://www.gabonactu.com/ressources_g/actualites_gabon_2011.php?Article=1818)

<sup>6</sup> [www.france24.com/fr/20110610-barack-obama-presse-ali-bongo-lutte-contre-corruption-visite-washington-gabon](http://www.france24.com/fr/20110610-barack-obama-presse-ali-bongo-lutte-contre-corruption-visite-washington-gabon) ; [www.elysee.fr/president/les-actualites/communiqués-de-presse/2012/communiqué-entretien-entre-le-president-de-la-13543.html](http://www.elysee.fr/president/les-actualites/communiqués-de-presse/2012/communiqué-entretien-entre-le-president-de-la-13543.html)

<sup>7</sup> <http://gabonreview.com/blog/les-mysteres-de-la-residence-pozzo-di-borgo/#axzz285fkRvQC>

<sup>8</sup> [www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ali-bongo-investit-dans-la-pierre-a-paris\\_895150.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ali-bongo-investit-dans-la-pierre-a-paris_895150.html)

<sup>9</sup> <http://lesindignesdugabon.org/index.php/communiqués/116-le-777-236-un-boeing-mal-acquis-bma>

<sup>10</sup> [www.afrik.com/article8564.html](http://www.afrik.com/article8564.html)

<sup>11</sup> [www.liberation.fr/terre/010167624-on-massacre-sous-nos-yeux-les-dernieres-forets-primaires](http://www.liberation.fr/terre/010167624-on-massacre-sous-nos-yeux-les-dernieres-forets-primaires) ; <http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/article/les-pillards-de-la-foret-epuise>

<sup>12</sup> [www.wrm.org.uy/bulletinfr/180/vue.html#9](http://www.wrm.org.uy/bulletinfr/180/vue.html#9)

<sup>13</sup> <http://gabonreview.com/blog/transparence-des-industries-extractives-le-gabon-chipote-sur-les-regles/#axzz29Msw2PTw>

<sup>13</sup> Un procès a été intenté en 2011 à Eramet et sa filiale, Comilog, entre autres pour destruction de l'écosystème provoquant des déplacements massifs des populations, dégâts causés sur la santé des travailleurs et des populations locales ; concernant Areva, plusieurs études, notamment celles de Sherpa (2007) et de Brainforest (2010), ont montré que sa filiale Comuf a exploité jusqu'en 1999 des gisements d'uranium dans des conditions portant gravement atteinte à l'environnement et à la santé de ses employé/es, tout en cachant délibérément les informations dont elle disposait à ce sujet



une application des textes rigoureuse voire arbitraire et font fréquemment l'objet de suspensions y compris lorsqu'ils se bornent à relater des faits publics<sup>14</sup>. Le cas le plus grave concerne la chaîne de télévision d'opposition TV + : une partie de son matériel est confisquée à la Présidence depuis les élections de 2009, et la chaîne a fait l'objet de plusieurs agressions et tentatives d'incendie sans déclencher la moindre instruction judiciaire<sup>15</sup>.

Les partis politiques d'opposition ne sont pas mieux lotis. Le plus important d'entre eux, l'Union Nationale (UN), a été dissous en juillet 2011 dans des conditions juridiques pour le moins discutables. Un de ses meetings, le 15 août dernier, a fait l'objet d'une répression violente qui s'est soldée par un mort et plusieurs blessés graves. Des actes d'intimidation du pouvoir à son égard ont été également constatés. D'autres partis politiques d'opposition sont menacés de dissolution pour avoir laissé des responsables de l'UN prendre la parole lors d'un meeting commun le 23 septembre dernier<sup>16</sup>. De plus, divers responsables de l'opposition ont été à plusieurs reprises empêchés de sortir du territoire alors même qu'ils ne font pas l'objet de la moindre procédure judiciaire.

Sur le plan social, la situation n'est pas meilleure. Les revendications syndicales reçoivent fréquemment de la part du pouvoir des réponses reposant sur la violence physique, morale (intimidations) ou économique (suspension arbitraire et illégale des salaires, notamment). En début d'année 2012, des manifestations d'étudiants ont été réprimées avec une grande violence. Depuis, le campus de Libreville est constamment occupé par des militaires, en violation des franchises universitaires, et les meneurs de la contestation, en plus d'actes de torture, ont fait l'objet de mesures judiciaires pour le moins disproportionnées.

Les principaux leaders de la partie de la société civile organisée qui dénonce les manquements du régime sont régulièrement la cible d'arrestations, d'intimidations, de menaces ou encore de campagnes médiatiques calomnieuses. En fin d'année dernière, peu de temps avant la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football co-organisée par le Gabon et la Guinée Equatoriale, un très grand nombre de personnes, très souvent parmi les plus démunies, ont été « déguerpies » de leurs maisons de manière souvent brutale et illégale, sans dédommagement ni relogement, sombrant ainsi encore plus dans la précarité. Suite à la manifestation du 15 août dernier réprimée très violemment par les forces de l'ordre, des dizaines de personnes ont été appréhendées : plusieurs dizaines d'entre elles ont été condamnées à de très lourdes peines lors de parodies de procès et ont été victimes d'actes de torture.

C'est dans ce contexte global qu'il faut apprécier le phénomène particulièrement morbide des crimes rituels. On désigne ainsi des assassinats accompagnés de prélèvements d'organes humains à des fins occultes. Il fait peu de doute pour la population et pour les spécialistes de ces phénomènes que ces crimes sont le plus souvent des crimes politiques d'autant plus insupportables que leurs auteurs agissent en toute impunité<sup>17</sup>. Il a fallu attendre qu'une télévision française diffuse en avril dernier un reportage sur ce sujet<sup>18</sup> pour que les autorités gabonaises fassent, pour la première fois, mine de s'intéresser à la question.



Carte simplifiée du Gabon

Ce tableau, loin d'être exhaustif, permet de comprendre pourquoi le climat socio-politique est particulièrement tendu au Gabon. Selon de nombreux observateurs de la société civile, la moindre étincelle peut déclencher une révolte populaire aux conséquences imprévisibles. Afin de ne pas en arriver là, il est urgent de trouver des solutions préventives et pacifiques.

<sup>14</sup> <http://gabonreview.com/blog/le-bilan-accablant-des-medias-au-gabon/#axzz285fkRvQC>

<sup>15</sup> <http://cpj.org/fr/2009/11/le-cpj-condamne-la-suspension-de-six-journaux-au-g.php>

<sup>16</sup> [http://fr.rsf.org/gabon-tentative-avortee-de-vandalisme-05-09-2012\\_43338.html](http://fr.rsf.org/gabon-tentative-avortee-de-vandalisme-05-09-2012_43338.html)

<sup>17</sup> [www.rfi.fr/afrique/20120923-gabon-meeting-ufc-aoposition-suspension-dissolution-zacharie-myboto-jean-eyeghe-ndong](http://www.rfi.fr/afrique/20120923-gabon-meeting-ufc-aoposition-suspension-dissolution-zacharie-myboto-jean-eyeghe-ndong)

<sup>18</sup> [www.gabonlibre.com/Gabon-Jean-Elvis-Ebang-Ondo-La-periode-electorale-est-fertile-en-crimes-rituels\\_a5286.html](http://www.gabonlibre.com/Gabon-Jean-Elvis-Ebang-Ondo-La-periode-electorale-est-fertile-en-crimes-rituels_a5286.html)

<sup>18</sup> [www.canalplus.fr/c-infos-documentaires/pid3356-c-effet-papillon.html?progid=616135](http://www.canalplus.fr/c-infos-documentaires/pid3356-c-effet-papillon.html?progid=616135)

## Aux sources de la crise actuelle

### *Les causes internes*

Certaines analyses font remonter l'origine de la crise à l'année 1964. Au mois de février de cette année, un groupe de militaires a déposé, sans qu'un seul coup de feu soit échangé, le président gabonais d'alors, Léon Mba, car ce dernier se livrait à un exercice du pouvoir de moins en moins démocratique, et a aussitôt remis le pouvoir à des civils chargés d'assurer la transition. Léon Mba n'a dû son retour au pouvoir qu'à l'intervention militaire sanglante de la France. A partir de là, le Gabon n'a plus vraiment connu de vie démocratique. Pire, la dictature a été institutionnalisée à partir de 1967, avec l'arrivée au pouvoir d'Albert-Bernard Bongo<sup>19</sup> suite au décès de Léon Mba.

Mais la plupart des analyses font remonter les principales causes de la crise gabonaise aux années 1990. Afin de contenir de multiples mouvements sociaux et politiques suffisamment importants pour menacer de le faire chuter, Omar Bongo a consenti en 1990 la mise en place d'une conférence nationale – non souveraine<sup>20</sup> – qui a permis de poser les bases formelles d'un renouveau démocratique, avec notamment la restauration du multipartisme aboli par Omar Bongo dès son arrivée au pouvoir.

Mais, durant toute la décennie 1990 et le début des années 2000, toutes les promesses démocratiques de la conférence nationale ont été trahies :

- persistance des scrutins électoraux truqués, notamment les présidentielles de 1993 et 1998 ;
- élection présidentielle réduite à un seul tour pour des motifs spécieux ;
- suppression de la limitation du nombre de mandats présidentiels renouvelables ;
- etc.

Durant toute cette période, la quasi totalité des responsables de l'opposition ont accepté tour à tour de collaborer avec le pouvoir, la plupart du temps en acceptant des maroquins ministériels, et donc de cautionner ses forfaits. La conséquence de ces trahisons répétées est qu'aux crises sociales et économiques dans lesquelles le pays ne cesse de s'enfoncer depuis au moins la fin des années 1980, s'est ajoutée une crise politique se manifestant, entre autres, par une population n'ayant plus aucune confiance en ses élites politiques et ne participant plus que de manière marginale à la vie politique. Lors des élections présidentielles anticipées de 2009, la population a accordé une nouvelle chance à la classe politique en participant massivement à la campagne électorale et au scrutin. Elle a été une nouvelle fois déçue en constatant d'abord l'incapacité de l'opposition à présenter une candidature unique puis en se désolant devant le spectacle des deux principaux candidats de l'opposition André Mba Obame et Pierre Mamboundou revendiquant chacun la victoire, facilitant ainsi la prise de pouvoir d'Ali Bongo.

En fait, depuis les années 2000, la population place de plus en plus ses espoirs dans d'autres acteurs relevant de la société civile. Ce sont eux, bien plus que les partis politiques, qui vont déstabiliser le régime de feu Omar Bongo, à la fin de son règne, en dénonçant avec constance et force la mauvaise gouvernance, la corruption, le déficit démocratique, etc.<sup>21</sup> Ce sont encore eux qui vont porter les coups les plus rudes au nouveau pouvoir d'Ali Bongo. Afin de gagner en efficacité, les principales organisations de la société civile décident, en juillet 2011, de constituer une plateforme d'actions baptisée « Ca suffit comme ça ! », directement inspirée du mouvement « Y'en a marre ! » du Sénégal. Dès le départ, le mouvement rencontre une adhésion populaire telle que tous les partis d'opposition ne peuvent qu'adhérer officiellement à son mot d'ordre appelant à boycotter les élections législatives de décembre 2011 du fait du refus du pouvoir de respecter son engagement à introduire la biométrie dans le processus électoral<sup>22</sup>. C'est en grande partie par les initiatives de la société civile regroupée autour de « Ca suffit comme ça ! » que la classe politique d'opposition a pu retrouver une certaine voix.

---

<sup>19</sup> Il devient Omar Bongo en 1973, après sa conversion à l'islam.

<sup>20</sup> Cette conférence nationale était consultative et ses résolutions ne s'imposaient pas au pouvoir exécutif.

<sup>21</sup> On peut notamment mettre en exergue le rôle de Georges Mpaga, président de l'ONG « ROLBG » promouvant la bonne gouvernance et surtout celui de Marc Ona Essangui, président de l'ONG de défense de l'environnement Brainforest et coordinateur national de la coalition « Publiez ce que vous payez », qui font régulièrement l'objet de harcèlements et d'exactions du pouvoir, et qui se sont même faits arrêter de manière illégale et arbitraire en représailles contre leur implication dans la plainte contre les Biens Mal Acquis (BMA).

<sup>22</sup> Mot d'ordre suivi massivement, le taux d'abstention à ces élections dépassant nettement les 90 %.

### ***La responsabilité de la France***

Il n'est pas possible d'occulter la responsabilité de la France dans la situation actuelle du Gabon. Sans même revenir à la colonisation ni aux conditions discutables dans lesquelles l'indépendance a été octroyée à ce pays, on peut souligner le soutien actif dont le pouvoir gabonais a bénéficié de tous les gouvernements français alors même que la nature kleptocrate et répressive de ce pouvoir était connue de tous. Ce soutien actif de la France prend une forme encore moins soutenable sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Non seulement, ce dernier sera le seul chef d'Etat d'une démocratie occidentale à féliciter Ali Bongo lors de son coup de force électoral de 2009, alors qu'un contentieux électoral est en cours, mais il pousse le cynisme au cours de sa conférence de presse du 18 avril 2012 avec Macky Sall, le tout nouveau président sénégalais, jusqu'à qualifier l'accession au pouvoir d'Ali Bongo de modèle de transition démocratique.

La responsabilité la plus importante de la France réside sans doute dans l'ensemble de relations opaques et obscures qu'elle a initiées, encouragées et entretenues et qu'on désigne habituellement sous le vocable de « Françafrique »<sup>23</sup>. Le Gabon a en effet longtemps eu une place particulière, si ce n'est centrale, dans le dispositif françafricain, du fait notamment de l'importance stratégique de l'uranium gabonais pour l'industrie nucléaire française jusqu'à la fin des années 1990, de l'extraction par Total de la plus grande part des 230 000 barils de brut encore officiellement produits chaque jour au large du Gabon, mais aussi de l'exploitation du manganèse et du bois gabonais par des sociétés françaises.

La France ne peut donc pas se permettre de ne rien faire pour contribuer à résoudre la crise actuelle. Elle le peut d'autant moins que non seulement de nombreux Gabonais prennent le risque de défier le pouvoir gabonais en bonne partie parce qu'elles ont cru aux promesses de campagne du Président Hollande mais aussi parce que ce pouvoir, dans sa tentative de reprendre la main, se livre à diverses provocations anti-françaises souvent violentes<sup>24</sup>.



**Exploitation du manganèse au Gabon**

### **Quelles propositions pour EELV ?**

Une évolution positive au Gabon constituerait donc un signal fort pour les autres pays d'Afrique équatoriale et plus généralement d'Afrique francophone. A un moment historique de transition politique en France et de maturité d'une union entre société civile et opposition politique au Gabon, EELV a un rôle important à jouer dans le cadre de ses axes d'action traditionnels pour favoriser cette évolution. Il peut notamment prendre des positions claires sous forme de communiqués, mais aussi par l'action de ses représentant/es au sein du Parlement européen ou du gouvernement français, sur les points suivants :

#### ***Gouvernance et corruption***

- Exiger une réelle transparence sur l'utilisation de l'argent de l'industrie extractive ;
- Exiger la restitution des Biens Mal Acquis à un fonds géré conjointement par l'Etat gabonais et par des organisations représentatives de la société civile et de la diaspora.

#### ***Pluralisme démocratique***

- Soutenir l'exigence de transparence électorale, comprenant l'introduction de la biométrie telle que définie lors des accords d'Arambo en 2006 ;
- Appeler à un accès équitable des partis politiques d'opposition aux médias publics ;

---

<sup>23</sup> Le premier ouvrage de référence à propos de cette question est celui de François-Xavier Verschave, *La Françafrique : Le plus long scandale de la République* (Stock, 1998) ; pour une actualisation et une synthèse :

<http://survie.org/publications/brochures/article/petit-guide-de-la-francafrique>

<sup>24</sup> Ainsi, le journal gouvernemental, *L'Union*, n'a pas hésité à traiter un diplomate français de « collabo fasciste du III<sup>e</sup> Reich » uniquement parce qu'il a commis le crime d'accorder un visa pour la France à des opposants et à des membres de la société civile ; *L'Union* a été presque plus aimable avec Pascal Canfin, qu'il a qualifié de « pòvre ex-pisse-copie bombardé par la grâce de son seigneur, chargé du développement au Quai d'Orsay » tout en jugeant utile de préciser que certains de ses compatriotes sont des pédophiles : <http://gabonreview.com/blog/les-boulets-rouges-de-lunion-sur-la-france/#axzz22J1U2D1x>

- Exiger que les médias proches de l'opposition cessent de faire l'objet d'intimidations et de sanctions arbitraires.

### ***Coopération, Développement, Responsabilité sociale et environnementale***

- Redéfinir les conditions de l'aide publique au développement afin qu'elle profite plus aux populations et structures locales et qu'elle soit au service d'un développement écologique et durable ;
- Renforcer les contrôles et mesures d'impact en matière de responsabilité sociale et environnementale des projets ;
- Rendre justice aux victimes des dégradations environnementales ayant engendré de graves répercussions sur la santé humaine et des déplacements forcés de population suite aux décennies d'exploitation insouciante de l'uranium et du manganèse par des sociétés françaises à proximité de villages gabonais.

### ***Appui à la société civile***

- Soutenir la société civile dans ses actions de promotion de la gouvernance démocratique ;
- Appui aux luttes syndicales, notamment lorsqu'elles sont révélatrices de pratiques condamnables.

### ***Droits humains***

- Soutenir publiquement et au sein du gouvernement français la plainte déposée à la Cour Pénale Internationale concernant les tueries de Port-Gentil de septembre 2009 : ce serait aussi un message envoyé au pouvoir gabonais afin de le dissuader de faire un usage excessif de la force ;
- Se pencher sur les conditions de jugement et de détention des personnes arrêtées suite à la répression du 15 août 2012, à l'aune notamment du Pacte international relatif aux Droits civils et politiques et de la Convention des Nations unies contre la Torture.

### ***La présence militaire française***

- Poser une question parlementaire aux ministres de la Défense et des Affaires étrangères sur l'utilité de la présence militaire française au Gabon ;
- Demander la création d'une mission d'information parlementaire sur le rôle et l'action de l'armée française au Gabon ;
- Soutenir le retrait des effectifs militaires français du Gabon.

### ***Appui à la conférence nationale***

Proposée début juillet dernier par des membres de la société civile, de l'opposition et de la diaspora gabonaises, l'idée d'une conférence nationale souveraine comme moyen de sortir de la crise de manière pacifique est aujourd'hui largement acceptée et souhaitée par la population gabonaise. Mais elle se heurte à un refus et à une résistance acharnée et brutale du pouvoir gabonais. EELV pourrait soutenir cette conférence nationale souveraine en :

- usant de son influence pour convaincre le pouvoir gabonais d'accepter cette proposition ;
- accompagnant les différents acteurs dans l'organisation de cette concertation et dans la mise en œuvre des décisions qui en résulteront.

\* **Régis Essono** est coopérateur EELV, membre de la Convention de la Diaspora Gabonaise en France et du collectif « Ca suffit comme ça ! »

**Contact :** 06 23 47 98 47 / regis\_essono@mac.com

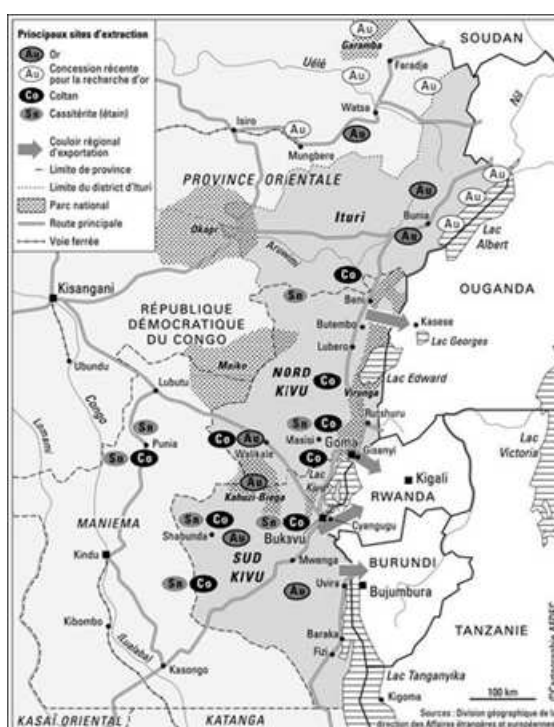
## Kivus : arrêter le cycle de la violence, construire une économie de paix

par Benjamin Bibas\* avec le groupe Afrique EELV, le 5 décembre 2012

Depuis plus d'une quinzaine d'années, les trois provinces des Kivus (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema) à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), mais aussi les régions voisines de l'Ituri et du Nord-Katanga, sont ensanglantées par un long conflit effroyable, qui a causé directement ou indirectement plusieurs millions de morts sans qu'il soit possible de les dénombrer exactement (3 ? 5 ? 8 ?...). Et les cas de viols, pratiqués massivement comme armes de guerre, sont plus nombreux encore. Il s'agit là d'un drame tout à fait majeur à l'échelle du continent et même de la planète, plus meurtrier que les guerres civiles au Biafra, au Soudan ou en Angola, probablement le conflit le plus grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

### ANALYSE

Ce conflit est un des prolongements directs du génocide des Tutsis de 1994 au Rwanda. A la fin du génocide, fuyant sous l'arrivée du Front Patriotique Rwandais, de nombreux membres du Gouvernement Intérimaire Rwandais ayant piloté le génocide ainsi que des miliciens y ayant participé se réfugient aux Kivus. En 1996, Paul Kagame, nouvel homme fort du Rwanda, prend prétexte de cette menace aux portes de son pays pour aller massacrer une partie des camps de réfugiés hutus au Sud-Kivu avec l'Armée patriotique rwandaise. Le conflit aux Kivus se poursuit en 1997 par l'avancée de l'Alliance des forces démocratiques pour la liberté (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila face aux Forces armées zaïroises de l'ancien président Joseph-Désiré Mobutu, puis entre 1998 et 2002 par la lutte fratricide que se livrent les deux rébellions du Rassemblement Congolais pour la démocratie (RCD) affiliées respectivement au Rwanda et à l'Ouganda : le RCD-Goma et le RCD-KML. Alors qu'un accord de paix a été trouvé sur l'ensemble du territoire congolais en 2003, soutenu par l'ONU qui avait dépêché dès 1999 une force de 17 000 casques bleus agissant sous chapitre VII (la Monuc puis Monusco), la guerre se maintient pourtant encore et toujours près de dix ans après aux Kivus. Elle se nourrit notamment de l'incapacité du gouvernement congolais, malgré l'aide de la Monusco, à reconstruire son autorité sur l'ensemble du territoire national.



L'enjeu de ce conflit est clair : sous couvert tantôt de faire la chasse aux derniers génocidaires hutus circulant à l'est de la RDC, tantôt de protéger les Tutsis congolais plus connus sous le nom de Banyamulenge, le Rwanda occupe directement ou, plus souvent, arme et soutient des milices qui entretiennent une économie de guerre aux Kivus. Celle-ci consiste en le pillage de divers minerais dont deux, le colombo-tantalite (coltan) et la cassitérite, sont indispensables à la fabrication de très nombreux composants informatiques produits par l'industrie asiatique avant d'être revendus assemblés en Occident sous forme de tablettes numériques et autres téléphones portables. Ces minerais transitent des Kivus aux ports africains de l'océan Indien (Dar Es Salaam, Mombasa...) en enrichissant une multitude d'intermédiaires organisés en réseaux, dont les têtes de pont se situent tantôt en Ouganda, au Burundi ou au Kenya, et plus souvent encore au sein de la hiérarchie militaire rwandaise<sup>[1]</sup>. Alors que le Rwanda reste un pays très pauvre (avec un revenu national par habitant inférieur à 600 dollars), il est devenu au cours des années 2000 le premier exportateur mondial de coltan, et on estime que les pillages militarisés issus du Kivus comptent pour plus de 20 % de son PIB. Un chiffre supérieur à ce qu'apporte au pays l'aide publique au développement (environ 17 % de son PIB).

Pour tenter de faire cesser l'hémorragie aux Kivus, il est donc nécessaire de comprendre l'importance économique stratégique que ces régions congolaises revêtent aux yeux du pouvoir rwandais, où dominent d'ex-combattants de l'Armée patriotique rwandaise majoritairement tutsie. Ces officiers sont d'anciens enfants qui ont fui le Rwanda indépendant à partir des années 1960 pour échapper aux multiples pogroms anti-Tutsis qui ont émaillé l'histoire du pays. Avec leurs familles, ils se sont réfugiés au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, trouvant à s'employer comme supplétifs d'armées nationales répugnant à aller réduire des rébellions dans les zones les plus hostiles de ces pays. Ils ne sont revenus au Rwanda qu'en 1994, reconquérant un pays ravagé par un génocide où nombre de leurs parents ont péri dans des conditions innommables. Ces survivants d'un peuple génocidé, estimant avoir été trahis par la communauté internationale qui a laissé massacrer les leurs en 1994, ont désormais la charge d'administrer et de redonner sa dignité à un des pays les plus pauvres de la planète.



Dans ce contexte, la prise de Goma par le M23 le 20 novembre 2012 (photo ci-contre) peut se lire comme un nouveau coup de force du pouvoir rwandais : face à un pouvoir congolais toujours aussi lointain (Kinshasa se situe à 1600 km de là) et à une armée congolaise toujours aussi désorganisée (des capitaines des FARDC dorment avec leurs familles dans des camps de réfugiés autour de Goma), Kigali fait donner une milice affiliée pour montrer qu'il est toujours le maître de la région. En quelques jours, mettant en scène une respectabilité politique du M23, il montre qu'il est capable de fédérer la plupart des opposants politiques au président congolais Joseph Kabila et, profitant de sa réélection très discutée en novembre 2011, menace de le faire

tomber. Une réprobation internationale un peu plus forte qu'à l'accoutumée – même le Royaume-Uni et les Etats-Unis, traditionnels soutiens de Kigali, crient au scandale – provoque bien vite le retrait du M23 de Goma. Mais, en l'absence d'une réaction militaire de la Monusco prétextant qu'elle ne peut appuyer une armée congolaise en fuite, le Rwanda comprend qu'il garde en fait la main aux Kivus. Il peut ainsi continuer de protéger des chefs miliciens qui servent son pillage des ressources kivuanes comme Bosco Ntaganda du M23 ou Laurent Nkunda de l'ancienne milice du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), tous deux sous le coup de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité, mandats jusqu'ici restés inappliqués.

## PROPOSITIONS

Si la communauté internationale n'agit pas pour mettre fin à cette économie de guerre aux Kivus, ce cycle de violences généralisées lié à l'exploitation des ressources naturelles est sans fin. Pour enrayer cette dynamique du pire, la France et l'Union européenne pourraient prendre des initiatives militaires, judiciaires, humanitaires, économiques et législatives. Ces initiatives ont pour préalable la reconnaissance des responsabilités européennes et notamment françaises dans ce qui fut la cause initiale de l'embrasement des Kivus : le génocide des Tutsis au Rwanda.

**Sur le plan militaire, la France devrait exiger au Conseil de sécurité de l'ONU une application effective du mandat des soldats de la Monusco, qui ont explicitement pour mission de protéger les civils** quelle que soit l'aptitude à combattre des Forces armées congolaises ; **l'Union européenne devrait en plus proposer l'envoi dans les Kivus d'une force de quelques centaines d'hommes à la compétence éprouvée et à la présence dissuasive**, comme elle l'a fait ponctuellement pour libérer Bunia (Ituri) des milices en 2003 ou pour sécuriser les élections présidentielles de 2006 à Kinshasa.

**Sur le plan judiciaire, la France devrait demander au Conseil de sécurité de l'ONU de donner mandat à la Monusco pour arrêter les suspects désignés par la CPI** : il est choquant de constater que Bosco Ntaganda ait été vu plusieurs fois en train de jouer au tennis avec certains officiers de la Monusco ; il est en effet impératif de faire cesser le règne de l'impunité aux Kivus.

Sur le plan humanitaire, la France devrait demander au Conseil de sécurité de l'ONU de donner mandat à la Monusco pour qu'elle favorise le déploiement et protège des hôpitaux de campagne dont les personnels seraient spécifiquement formés pour soigner les femmes victimes de viols, tant sur le plan physique que psychologique, de la prise en charge d'urgence jusqu'à la réparation de ces dommages.

Sur le plan économique, l'Union européenne et la France devraient prendre l'initiative d'un grand plan de développement écologique pour les Kivus et le Rwanda : un plan suffisamment doté sur le plan monétaire pour inciter les intermédiaires congolais et rwandais à se détourner de l'exploitation militarisée des minerais ; un plan qui aurait pour finalité l'autosuffisance alimentaire des communautés kivuanes et rwandaises et s'appuierait sur des initiatives écologiques réussies dans la région (coopératives de producteurs kivuans de café relayées en Europe par Artisans du Monde, préservation et développement durable des écosystèmes locaux en faveur de la forêt au Rwanda[2]...) Ce plan de développement pour les Grands Lacs engloberait les aspects de droits humains, d'économie, de sécurité, de transport, de santé, d'éducation et bien sûr d'environnement. Il serait assorti d'une condition de retrait progressif de l'aide militaire du Rwanda aux milices opérant aux Kivus. Il aurait pour but de favoriser l'émergence progressive d'une économie de paix dans la région.

Sur le plan législatif, l'Union européenne et la France devraient œuvrer en faveur d'un mécanisme international de traçabilité du coltan et de la cassitérite, certifiant avant leur passage à l'usine que ces minerais n'ont pas été extraits en zones de conflit – ce mécanisme serait inspiré du « Processus de Kimberley » ayant cours dans l'industrie du diamant brut et assorti de lourdes sanctions pour les contrevenants[3] ; l'Union européenne et la France devraient également adopter une loi contre l'obsolescence programmée des produits informatiques, générant en aval de la filière des produits plus durables et en amont une demande nettement moins tendue en coltan et en cassitérite.

Pour être en mesure de formuler ces propositions et surtout de dialoguer sereinement avec le pouvoir rwandais, la France et l'Union européenne doivent reconnaître au plus vite leurs responsabilités dans le génocide tutsi de 1994 au Rwanda : pour l'Union européenne, celle d'avoir laissé faire ; pour la France, celle d'avoir au moins soutenu jusque très tard un régime rwandais qui s'apprêtait à commettre le pire... une responsabilité qui en tout état de cause reste à éclaircir (voir notre communiqué du 7 avril 2011[4]), si possible dès avant le 20<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement du génocide, le 7 avril 2014.

\* **Benjamin Bibas**, co-responsable du groupe Afrique EELV, est journaliste et documentariste. Ses diverses émissions sur la justice pénale internationale et les industries extractives, notamment pour France Culture, l'ont amené à investiguer dans plusieurs territoires de la RD Congo.

Contact : benjamin.bibas@noos.fr /

T. + 33 6 80 08 06 82



Pêcheurs sur le lac Kivu

--

[1] Voir notre analyse de ce phénomène en septembre 2011 : <http://transnationale.eelv.fr/2011/09/13/un-transfert-militaro-mafieux-de-l%E2%80%99interieur-de-l%E2%80%99afrique-vers-l%E2%80%99ocean-indien/>

[2] [www.worldfuturecouncil.org/fileadmin/user\\_upload/Future\\_Policy\\_Award/FPA\\_2011/Future\\_Policy\\_Award\\_2011\\_brochure\\_fr.pdf](http://www.worldfuturecouncil.org/fileadmin/user_upload/Future_Policy_Award/FPA_2011/Future_Policy_Award_2011_brochure_fr.pdf)

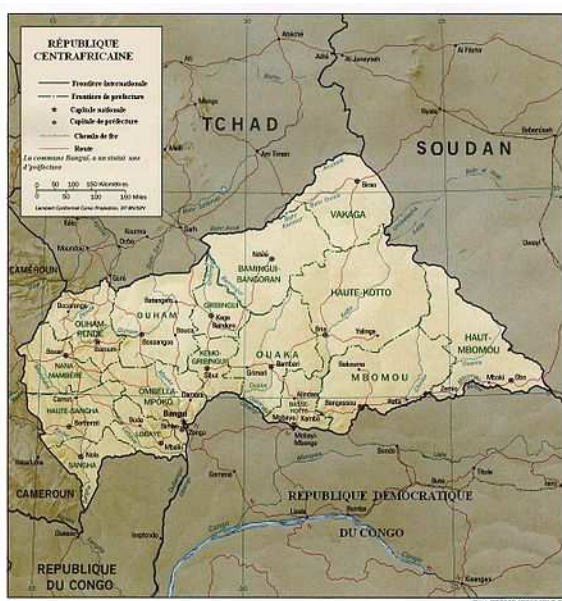
[3] Plus de détails : <http://transnationale.eelv.fr/2011/09/13/kivus-cabinda-sierra-leone%E2%80%A6-un-mecanisme-de-certification-d%E2%80%99origine-pour-mettre-fin-aux-minerais-du-sang/>

[4] <http://transnationale.eelv.fr/2011/09/23/rwanda-letat-francais-doit-regarder-son-passe-en-face/>

## Pour une résolution multilatérale du conflit politico-militaire en République Centrafricaine : Analyse et propositions de sortie pacifique de crise en RCA

par Claude Yabanda\* et Narcisse Arido\*\* avec le groupe Afrique EELV,  
le 7 février 2013

Depuis décembre 2012, une nouvelle vague de rébellions armées alliées sous le nom de Séléka a montré sa capacité à contrôler militairement la République Centrafricaine (RCA). L'accord de cessez-le-feu signé le 11 janvier 2013 à Libreville avec le pouvoir de François Bozizé est fragile. Comment la RCA en est-elle venue à cette situation d'instabilité chronique ? Quelles sont les motivations économiques et sociologiques des rebelles ? Analyse et propositions pour une sortie de crise pacifique impliquant la communauté internationale et notamment les pays de la sous-région.



Ancienne colonie française de l'AEF<sup>25</sup>, l'Oubangui-Chari<sup>26</sup> située au centre de l'Afrique, la République Centrafricaine (RCA) partage ses frontières avec le Tchad (au nord), le Soudan (nord-est), le Sud-Soudan (est), la République Démocratique du Congo et la République du Congo (sud), enfin le Cameroun (ouest). Depuis son accession à l'indépendance, la RCA s'est très vite démarquée par une particularité dans la gestion de l'Etat : les armes sont devenues le mode d'accession exclusif à la magistrature suprême. Sur les cinq présidents que le pays a connus, trois sont des officiers supérieurs des Faca<sup>27</sup>, et les deux autres des civils qui n'ont pas hésité à utiliser les armes soit pour accéder au pouvoir (David Dacko<sup>28</sup>), soit pour préserver un régime démocratique vacillant qui avait montré ses limites en matière de bonne gouvernance (Ange-Félix Patassé<sup>29</sup>).

Pire : à partir du premier coup d'Etat manqué de François Bozizé en octobre 2002, la scène politique centrafricaine enregistre un phénomène nouveau qui ne cesse de prendre de l'ampleur : la présence quasi régulière de mouvements de rébellions sur tout ou parties du territoire, rébellions récemment coalisées sous le nom de Séléka (« Alliance » en sango, la langue officielle du pays avec le français). En effet, la mauvaise gouvernance du régime de président François Bozizé a engendré une déliquescence politique et socioéconomique de la RCA sans précédent. Son mépris de l'opinion nationale et de la communauté internationale, sa politique belliciste à l'intérieur du pays, enfin sa gestion kleptocrate au profit de sa famille et de quelques amis nationaux et étrangers, alimente l'émergence constante de diverses rébellions.

<sup>25</sup> L'Afrique Equatoriale Française correspond aujourd'hui à l'espace CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale) hormis les républiques du Cameroun et de Guinée Equatoriale. Avant l'indépendance, en effet, le Cameroun bénéficiait de statuts particuliers et la Guinée Equatoriale était une colonie espagnole.

<sup>26</sup> L'Oubangui-Chari devint le 13 août 1960 la République Centrafricaine.

<sup>27</sup> Forces Armées Centrafricaines : l'empereur Jean-Bedel Bokassa dit Bokassa 1<sup>er</sup>, le général d'armée André Kolingba et le général d'armée François Bozizé ont tous pris le pouvoir par un coup d'Etat militaire.

<sup>28</sup> Le régime Dacko 1 (1959-1965) advient par le tout premier coup d'Etat constitutionnel en Centrafrique contre Abel Goumba, dauphin constitutionnel du président fondateur de la RCA Barthélemy Boganda mort dans un crash d'avion le 29 mars 1959. Le régime Dacko 2 (1979-1981) est installé par un coup d'Etat militaire organisé et exécuté par l'armée française (opération « Barracuda ») pour évincer l'empereur Bokassa 1<sup>er</sup>.

<sup>29</sup> Le régime du président Patassé (1993-2003) a fait face successivement, de 1996 à 2001, à trois mutineries militaires sur des revendications corporatistes et politiques et à deux tentatives de coups d'Etat militaire par des mouvements de rébellion qui ont suscité des interventions de forces étrangères.



Du Dialogue national inclusif de 2003 aux Etats généraux de la Défense, en passant par le programme DDR<sup>30</sup>, le Président de la République a de fait érigé la trahison de ses engagements et l'inégalité sociale et territoriale en mode de gestion commune, ce qui rend très difficile l'application de solutions susceptibles de conduire à une paix démocratique. Il s'ensuit une perte de souveraineté nationale d'une part (vis-à-vis d'autres Etats de la sous-région et de groupes mafieux), la disparition du patriotisme d'autre part.

Face à cette impasse, nous tenterons un rappel historique des faits politiques en République Centrafricaine (I), puis nous essaierons de cerner les jeux et enjeux de l'actuelle rébellion militaire (II). Enfin, nous envisagerons quelques perspectives pour une sortie de crise (III).

## I. Mars 2003 - janvier 2013 : de la transition à l'impasse

L'espoir populaire qui a accompagné le coup d'Etat du 15 mars 2003<sup>31</sup> va très vite céder la place à l'inquiétude. Bénéficiant de l'euphorie suivant la chute du régime impopulaire du président Ange-Félix Patassé, le nouveau président François Bozizé rompt presque immédiatement avec le consensus qui régit la transition politique : il réussit à tromper l'opposition politique et la société civile, respectivement en charge du gouvernement (Abel Goumba) et du Conseil National de Transition (Nicolas Tiangaye), et en même temps il trahit ses engagements vis-à-vis de nombreux combattants qui l'ont porté au pouvoir. Il s'ensuit quatre conséquences majeures.

**1. L'enracinement de la culture de rébellion militaire.** Déjà dans les années 1990 après le coup d'Etat manqué contre le régime du président André Kolingba (1981-1993) orchestré par les généraux Mbaïkoua et Bozizé, le pays enregistre le premier mouvement insurrectionnel. Mais si cette première expérience est vite neutralisée, la rébellion militaire initiée en octobre 2002 par le général Bozizé va réussir à prendre le pouvoir d'Etat. Dans ce jeu de conquête du pouvoir par les armes, nombreux sont les acteurs qui se rencontrent mais qui, parfois sous l'équilibre de jeux d'intérêts personnels, changent de camp. Le sacrifice du consensus politique de mars 2003, aggravé par une violence militaire aveugle et démesurée du nouveau pouvoir<sup>32</sup>, suscite des mécontentements : très vite, les combattants trahis vont reprendre les armes. De 2006 à 2008, une constellation de mouvements militaires naît dans la partie Nord-Est et surtout dans le nord de la RCA. Les acteurs de ces différents mouvements – UFDR, FDPC, GAPLC, CPJP, MLCJ, APRD, etc. - sont pour la plupart des anciens alliés du président Bozizé, et non des aventuriers coupeurs de route comme le pouvoir veut faire croire à l'opinion nationale et internationale.

Avec le Dialogue politique inclusif de décembre 2008, le pays enregistre une accalmie qui, malheureusement, sera rompue avec l'échec du programme DDR et surtout des violations à répétition des accords du Dialogue par le pouvoir. Face à la série de dérives du régime Bozizé qui fait de la Centrafrique un Etat en faillite et, face au risque de naissance d'une monarchie démocratique<sup>33</sup> entérinée par une modification constitutionnelle, une nouvelle coalition de rébellions militaires composée de trois des principaux anciens groupes rebelles se forme en effet sous le nom de Séléka. Cette coalition, avec un rapport de force militaire qui lui est rapidement favorable, demande la démission du président de la République.



**2. Le manquement avéré de la bonne gouvernance du régime de François Bozizé.** Celui-ci n'est plus à démontrer depuis son accession au pouvoir : il admet la référence familiale ou le copinage comme mode de gestion de la République. Les ministères de souveraineté (Défense, Finances, Mines et énergie, etc.) sont tenus par le fils et les proches parents qui, malheureusement, n'ont pas le profil

<sup>30</sup> Désarmement, Démobilisation et Réinsertion.

<sup>31</sup> 15 mars 2003, renversement de régime du président Patassé par la rébellion du général Bozizé, son allié de longue date et ancien chef d'Etat major des armées.

<sup>32</sup> Naissance du phénomène des « libérateurs », militaires compagnons de maquis du général président, qui tuent, pillent, violent en toute impunité.

<sup>33</sup> Au niveau de l'Assemblée Nationale, sur 104 députés 99 sont du parti au pouvoir avec une présence remarquable de la famille Bozizé et proches parents, amis et connaissances.

approprié. On assiste dans tout le pays à une promotion de la médiocrité et les élites centrafricaines sont contraintes soit à épouser cette idéologie, soit à prendre le chemin de l'exil. Les menaces sous couvert des attributs de l'Etat constituent le mode normal de gestion, avec l'asservissement de l'armée nationale au service de la famille Bozizé. Conséquence : l'impunité s'enracine dans le pays, elle est même érigée en norme de comportement pour s'enrichir rapidement si on est au pouvoir. Nous assistons à la déchéance de l'Etat. Il s'ensuit, début 2013, une paupérisation sociale sans précédent dans l'histoire de la République Centrafricaine.

**3. L'alarmante situation économique, sociale et sanitaire.** La politique sociale du gouvernement n'a jamais été focalisée que sur le paiement des salaires. Or sur une population d'environ 4 millions d'habitants, le pays ne compte que 26 000 fonctionnaires gagnant un smic miséreux au milieu d'un secteur privé quasi inexistant. Des foyers de malnutrition s'installent partout dans le pays, même dans des zones qui n'ont jamais été touchées par des crises militaires. Tel est le cas de la ville de Berberati, située à l'ouest et réputée pour ses diamants et ses forêts.

D'ailleurs, Médecins Sans Frontières n'a pas manqué d'alerter sur la situation socio-sanitaire du pays. Dans son dernier rapport intitulé « République Centrafricaine : une crise silencieuse » (décembre 2011)<sup>34</sup>, l'organisation estime que la RCA est en proie à une urgence médicale chronique, dans une situation « hors contrôle ». « L'aide médicale actuelle ne suffit pas à répondre à l'ampleur des besoins sanitaires des populations. La RCA détient la deuxième espérance de vie la plus faible du monde soit 48 ans, et le 5<sup>e</sup> taux de mortalité par maladies infectieuses et parasitaires le plus élevé au monde. Les taux de mortalité dans plusieurs régions de la RCA sont la conséquence d'épidémies saisonnières, d'une économie en panne, ainsi que des conflits mal gérés, des déplacements de populations et d'un système de santé très faible. Tous ces facteurs ont eu des conséquences catastrophiques sur la santé des populations et freinent le développement », conclut Olivier Aubry, chef de mission MSF pour la Centrafrique.



Manifestation à Bangui

En dépit de cette réalité alarmante, le gouvernement centrafricain s'est désengagé des systèmes de soins en allouant un crédit budgétaire à la santé inférieur à celui de la sécurité présidentielle (garde pléthorique, ethnique, incompétente et composite<sup>35</sup>). Au-delà, les dignitaires actuels du régime affichent avec arrogance leur train de vie opulent en contradiction flagrante avec la réalité marquée par la souffrance et la famine de la population.

Dans le domaine économique, le tableau général est sombre, d'ailleurs le président de la République l'a reconnu et n'a pas hésité par ironie à demander aux populations que son système a paupérisées de prier afin d'obtenir une manne divine ! Une journée nationale de jeûne avait été observée sur ordre présidentiel fin 2012. Les édifices publics tombent en ruine, aucun projet de grands travaux n'est en vue devant le délabrement des ponts et chaussées. L'électricité est devenue une denrée rare dont seuls les secteurs du président de la République, du président de l'Assemblée nationale et de quelques ministres proches et influents peuvent jouir, tandis que le Centrafricain lambda est contraint à seulement quelques heures de consommation irrégulièrement programmées. Les rares entreprises encore présentes n'échappent à cette programmation. Les réseaux routiers demeurent quasi inexistantes, avec des ponts qui ne cessent de s'effondrer jusque dans la capitale Bangui<sup>36</sup>.

**4. La déliquescence programmée des Forces Armées Centrafricaines.** L'armée centrafricaine traverse une crise structurelle programmée par le pouvoir. Cette armée nationale (Faca) comporte des hommes de troupe compétents et des officiers valeureux formés dans des grandes écoles et académies militaires extérieures de renom. Mais le président de la République n'ayant pas confiance en elles, il les dépouille au

<sup>34</sup> [www.msf.fr/actualite/publications/rapport-republique-centrafricaine-crise-silencieuse](http://www.msf.fr/actualite/publications/rapport-republique-centrafricaine-crise-silencieuse)

<sup>35</sup> Au sein de cette sécurité présidentielle hyper-équipée au détriment de l'armée nationale se trouvent aussi bien des contingents de l'armée tchadienne repartis depuis peu, des mercenaires sud-africains et français du général en retraite Perez, ancien conseiller militaire du général Bozizé à l'époque où il était chef d'Etat major de l'armée.

<sup>36</sup> Depuis des années des grosses infrastructures (ponts) s'écroulent faute d'entretien. La liste est longue, y compris en plein cœur de Bangui.

profit d'une garde présidentielle qui parade en ville avec des arsenaux de guerre. Les Faca sont également inféodées à tous les niveaux et enregistrent des lacunes de permanence dans la préparation et la projection. L'instruction militaire a disparu depuis 1996. La déchéance de l'armée a commencé depuis longtemps : le service de sécurité militaire est basé sur les délations, flagorneries, règlements de compte et autres fiches mensongères. C'est en toute conscience que François Bozizé, ancien chef d'Etat major, a programmé l'affaiblissement de cette armée républicaine. Car il sait qu'une armée centrafricaine en état de fonctionnement ne saurait tolérer durablement ses dérives politiques.

## II. La dynamique actuelle de la rébellion militaire : entre stratégie et jeu pour exister en Centrafrique

Face à cette incurie de l'Etat, la République Centrafricaine enregistre aujourd'hui deux catégories de mouvements de rébellions militaires actives qui n'ont encore pas ouvertement de convergence sur le terrain. La première est le résultat direct de la mauvaise gouvernance actuelle : elle est dirigée par d'anciens frères d'armes du président Bozizé abusés et sacrifiés ainsi que par d'anciens membres des FACAs. La seconde résulte d'une transnationalisation de la violence illégitime dans un pays fébrile et incapable de garantir la sécurité et les biens de sa population : elle est incarnée par la LRA (Lord Resistance Army) du pasteur ougandais Joseph Kony (est du pays) et par des déserteurs autrefois fidèles à l'ancien rebelle tchadien Abder Kader Baba Laddé (Nord-Centre) qui peuvent facilement être sollicités par les protagonistes centrafricains dans le différend actuel.

**Objectifs et stratégie des rebelles.** En décembre 2012, une alliance d'anciens mouvements rebelles se forme sous le nom de Séléka et, à partir de territoires du Nord/Nord-Est, se met à gagner du terrain en direction de Bangui en mettant à peu près chaque fois en déroute les Faca. Cette rébellion comporte plusieurs centaines d'enfants soldats. Comme la plupart des mouvements armés observés dans la région depuis une vingtaine d'années, le Séléka se livre à de nombreux pillages, notamment dans les villes de Bambari et Kaga-Bandoro où les installations économiques et les domaines religieux sont particulièrement touchés.

Qui sont ces rebelles ? Selon Roland Marchal, chargé de recherches au CNRS et à Sciences Po Paris, ce mouvement « s'est formé par des factions diverses vers 2006 » comme l'UFDR (Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement) dirigé par Michel Am Nondroko Djotodia, la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP-Fondamentale) de Mohamed Moussa Dahfane ou encore le Front démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC) emmené par Abdoulaye Miskine. Ces factions ont ensuite été rejointes par d'autres leaders. Selon ce spécialiste de l'Afrique centrale, « ces hommes ont pour socle commun d'être des "musulmans sociologiques", c'est-à-dire plus parce qu'ils sont nés musulmans que par conviction. Et de vouloir renverser le président centrafricain François Bozizé »<sup>37</sup>.

Quelles sont, en effet, leurs motivations ? Sur le terrain, le chef d'état-major du Séléka, le général Issa Issaka, explique : « Notre zone est enclavée : nous n'avons pas de pistes, nous n'avons pas de puits, nous n'avons pas d'écoles. C'est pour cela que nous avons décidé de prendre les armes »<sup>38</sup>. A Paris, le porte-parole du Séléka en France, Jean-Paul Bagaza, affirme que la coalition souhaite « simplement que le président Bozizé respecte les accords signés à Libreville en 2008. Il y avait deux points essentiels : le désarmement et l'insertion dans l'armée centrafricaine de tous les anciens belligérants »<sup>39</sup>.



Rebelle dans le Nord de la RCA

Après avoir menacé la capitale Bangui à la fin du mois de décembre, les rebelles acceptent des négociations avec François Bozizé, qui aboutissent à un accord signé sous l'égide de la CEEAC<sup>40</sup> à Libreville (Gabon) le

<sup>37</sup> [www.metrofrance.com/info/centrafrique-qu-est-ce-que-le-mouvement-rebelle-seleka/mlA!KJq8JPTTIkrrM/](http://www.metrofrance.com/info/centrafrique-qu-est-ce-que-le-mouvement-rebelle-seleka/mlA!KJq8JPTTIkrrM/)

<sup>38</sup> [www.rfi.fr/afrique/20130119-rca-le-terrain-guerre-s-est-assoupie-tiangaye-seleka](http://www.rfi.fr/afrique/20130119-rca-le-terrain-guerre-s-est-assoupie-tiangaye-seleka)

<sup>39</sup> [www.metrofrance.com/info/centrafrique-qu-est-ce-que-le-mouvement-rebelle-seleka/mlA!KJq8JPTTIkrrM/](http://www.metrofrance.com/info/centrafrique-qu-est-ce-que-le-mouvement-rebelle-seleka/mlA!KJq8JPTTIkrrM/)

<sup>40</sup> Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale qui outre les Etats de la CEMAC, comprend également l'Angola, le Burundi, la RD Congo, Sao-Tomé et Principe.

11 janvier 2013<sup>41</sup>. Celui-ci prévoit un partage du pouvoir : François Bozizé reste président jusqu'à la fin de son mandat en 2016, mais la primature échoit à l'opposition en la personne de Nicolas Tiangaye. Un gouvernement de transition est mis en place pour douze mois : sur trente ministères, la majorité sortante n'en conserve que douze, et quatre ministères sont proposés à la société civile. Ce gouvernement devra organiser des élections législatives anticipées.

Mais cet accord est fragile : dès le 20 janvier, des éléments du Séléka ont repris les armes dans l'Est du pays. Un peu de subtilité stratégique ont en effet permis aux différents groupes rebelles de garder une possibilité de réponse appropriée au pouvoir qui, d'ailleurs, ne cesse de se fragiliser. De plus, prenant conscience de l'axe Ndjamena-Bangui – 400 soldats tchadiens continuent de former l'ossature de la Micopax, force d'interposition de la CEEAC en place jusqu'en 2014 -, les rebelles ont réussi à se garantir de solides bases arrières indépendamment du Tchad : on assiste désormais à une nouvelle cartographie géopolitique des conflits internes en Centrafrique.

**Un risque de régionalisation du conflit.** La RCA est un pays laïc à forte dominance chrétienne. L'épicentre de la crise actuelle et la majorité des acteurs sont de cultures musulmanes. L'armement et la logistique ne peuvent être ressortis des anciens stocks des rebellions, il s'ensuit la présence d'acteurs invisibles qui ont financé et qui attendent la contre partie au détriment des peuples centrafricains paupérisés et martyrisés. « Savoir si ce sont leurs amis, une partie de la diaspora centrafricaine qui a payé ou s'il y a derrière des aides d'Etat ou des alliances avec des grands commerçants soudanais mais également tchadiens c'est quelque chose que l'Histoire nous apprendra », poursuit Roland Marchal<sup>42</sup>.

De plus, la naissance d'un nouvel Etat voisin, le Sud-Soudan, à l'est de la Centrafrique pourrait donner des idées sécessionnistes aux leaders du Séléka. Le Nord-Est de la RCA regorge en effet d'importantes ressources aurifères et pétrolières récemment découvertes, le gisement de Birao ayant été mis en exploitation en janvier 2011. Un rapprochement avec le Sud-Soudan serait également possible concernant l'exploitation des ressources en uranium : la mine de Bakouma, dans le sud-est du pays, est aujourd'hui exploitée par Areva qui toutefois traîne les pieds devant l'instabilité chronique du pays.

Si elle s'enlisait, cette crise militaro-politique pourrait donc prendre une dimension sous régionale voire régionale avec la présence de la LRA et des éléments de Baba Laddé. Enfin, la proximité du foyer de l'extrémisme djihadiste Boko Haram qui sévit au Nigeria est une piste non négligeable d'insécurité. Un cocktail d'insécurité est plausiblement ouvert en Centrafrique où les jeux et les enjeux dépassent le simple intérêt national.

De même, la multitude des troupes pour « l'interposition » témoigne à suffisance de la question des jeux d'intérêt au détriment du peuple centrafricain. Pour un appui à la formation-instruction des forces de la défense qui comptent à peine 3 150 hommes<sup>43</sup> (gendarmes et militaires compris), l'Afrique du Sud a-t-elle besoin d'envoyer un premier contingent de 200 hommes et d'en pré-positionner 200 autres ? Des jeux d'intérêt internationaux se découvrent en Centrafrique à cause d'un pouvoir qui n'hésite pas à brader la souveraineté et les richesses du pays. A terme, un germe de balkanisation et de remise en question des frontières est à prévoir si des dispositions politiques ne sont pas prises. L'échec de la transition pacifique issue de l'accord de Libreville se solderait en effet par la perpétuation du pouvoir Bozizé ou par une prise de pouvoir du Séléka, dont la composition hétéroclite ne fournit aucune garantie pour une gestion cohérente de l'Etat.

### III. Perspectives pour une sortie de crise pacifique

Dans ce contexte, deux pistes d'action peuvent notamment être fournies.

**La solution à la crise centrafricaine doit désormais être régionalisée, en passant notamment par le Copax** (Conseil de Paix et de Sécurité de l'Afrique Centrale) : il faut en effet trouver une solution politique durable impliquant l'ensemble des pays de la sous-région en vue d'éviter la contagion violente. Le mécanisme de sécurité collective de la CEEAC est un outil pertinent à cet effet, qui porte en lui les germes d'une doctrine africaine de sécurité et de défense en sous-traitance du pacte de l'Union Africaine et de la charte de l'ONU.

<sup>41</sup> [www.afrik.com/centrafrique-gouvernement-et-rebelles-signent-un-accord-de-paix-a-libreville](http://www.afrik.com/centrafrique-gouvernement-et-rebelles-signent-un-accord-de-paix-a-libreville)

<sup>42</sup> [www.metrofrance.com/info/centrafrique-qu-est-ce-que-le-mouvement-rebelle-seleka/mlA!KJq8JPTTIkrrM/](http://www.metrofrance.com/info/centrafrique-qu-est-ce-que-le-mouvement-rebelle-seleka/mlA!KJq8JPTTIkrrM/)

<sup>43</sup> Chiffre donné par l'hebdomadaire *Jeune Afrique* n° 2709

Sur le pilier de l'acceptation du « droit d'ingérence », justifiant de devoir d'assistance mutuelle en cas de péril humanitaire d'un des Etats membres, les chefs d'Etat de la sous-région doivent prendre leurs responsabilités pour faire rayonner une première fois cette institution sous-régionale. Il en va de l'intérêt de sécurité sous régionale et de la relance démocratique, économique, politique et sociale d'un pays frère victime de la turpitude de son dirigeant actuel.

**La communauté internationale** doit œuvrer pour que l'impunité cesse dans ce pays qui à tant souffert depuis l'année 1996, où les bourreaux du peuple d'hier sont investis des attributs de l'Etat et continuent de narguer leurs victimes, la communauté nationale et internationale.

Il y a des crimes imprescriptibles qui sont commis en continu, sans aucune inquiétude en plein XXI<sup>e</sup> siècle en Centrafrique, alors qu'il existe une justice internationale. L'enquête de la CPI sur les violations graves des droits humains (et notamment les viols massifs) survenus lors de la rébellion de François Bozizé et la répression mise en œuvre par Ange-Félix Patassé entre octobre 2002 et mars 2013, n'a pour l'heure mis en cause qu'un seul accusé, Jean-Pierre Bemba, un RD-Congolais alors que des responsables centrafricains devraient bien sûr être suspectés. Pendant ce temps, le pouvoir procède à la distribution d'armes blanches à Bangui en désignant des ennemis. Cette propagation de la violence est bien sûr gravissime, d'autant qu'elle se double de manipulation : peut-on combattre la rébellion Séléka bien armée avec des machettes ?

Dans ce contexte, **l'intervention armée de la France** au début du mois de janvier 2013, en relation avec les Etats de la CEEAC et la Présidence de l'Union Africaine, a eu une utilité du point de vue centrafricain : sécurisant l'aéroport ainsi que les citoyens et intérêts français à Bangui, elle a aussi dissuadé les rebelles de s'emparer de la capitale militairement. En même temps qu'elle interposait sa force armée entre les belligérants, la France faisait pression politiquement sur le président François Bozizé pour qu'il ouvre des pourparlers avec la Séléka, en s'engageant à ne pas se représenter au-delà du terme (2016) de son actuel mandat.

Comment encourager le succès de cette négociation politique ? Les écologistes doivent avant tout veiller à favoriser une résolution pacifique du conflit en RCA. Cela passe par une régionalisation officielle de la sortie de crise et par un effort accru de la communauté internationale en ce qui concerne la lutte contre l'impunité des violations graves des droits humains. Au-delà, une politique de co-développement écologique visant au moins l'autosuffisance alimentaire doit être pensée en termes assez urgents : il s'agit de donner aux responsables du pouvoir centrafricain un autre horizon d'échanges économiques avec le reste du monde que la trop classique vente moyennant commissions des ressources naturelles de leur pays.

**Claude Yabanda\***, Consultant Télécom et NTIC, ancien Haut Commissaire, ancien Chef de Cabinet Particulier du Vice-Président de la République du Gouvernement de Transition (2003-2005)

Contact : 06 78 09 71 81 / [claudefyabanda@yahoo.fr](mailto:claudefyabanda@yahoo.fr)

et

**Narcisse Arido\*\***, Spécialiste de problèmes de stratégie, défense, sécurité et gestion des conflits, ancien membre des Forces Armées Centrafricaines, doctorant en droit et chercheur au Collège Interarmées de Défense (« Ecole de guerre »).

Contact : 06 76 26 65 28 / [aridonarcisse@yahoo.fr](mailto:aridonarcisse@yahoo.fr)

# Refonder une relation écologique avec le Rwanda pour contribuer à une économie de paix dans les Grands Lacs

par Karim Al Rifai\* avec le groupe Afrique EELV  
le 7 avril 2013

Le 7 avril 2013 marque le 19<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement du génocide des Tutsis au Rwanda. L'occasion pour EELV de rappeler son attachement à ce que la France éclaire toutes les zones d'ombre qui planent encore sur son degré d'implication dans ces événements tragiques, en préparant notamment une commission d'enquête parlementaire sur la question. Mais l'action de notre pays ne doit pas s'arrêter là. Une fois cette démarche effectuée, la France et l'Union européenne doivent être en mesure de proposer un nouveau partenariat avec le Rwanda, en prenant l'initiative d'une politique de développement durable dans les Grands Lacs. A certains égards, le Rwanda offre en effet un terrain fertile à une politique de développement écologique : 92 % de la population y dispose d'une assurance maladie publique, et sa politique forestière vient d'être récompensée par l'ONU pour sa gestion locale, autonome et durable. Ce nouveau partenariat entre l'UE et le Rwanda doit engager des sommes considérables d'aide publique au développement, afin de pouvoir négocier en retour le retrait progressif de l'influence rwandaise dans les Kivus (RD Congo), où Kigali entretient depuis quinze ans une économie de guerre particulièrement meurtrière qui contribue à 20% de son PIB...



Le Rwanda, « pays des mille collines », est coincé par une géographie exigeante qui limite les projets de développement rural : des montagnes au Nord (qui s'élèvent de 3 500 à 4 500 m), des marais à l'Est dans la région de l'Akagéra et, ceinturant le Sud-Ouest, le massif forestier de Nyungwe (ultime berceau naturel qui alimente l'une des sources géologiques du Nil<sup>44</sup>).

Au-delà de ces contraintes géographiques, le Rwanda pourrait bénéficier d'une réelle intégration régionale en prolongeant les anciennes voies commerciales de la traite orientale sillonnées par les Arabes<sup>45</sup> et en profitant des anciens relais swahilis construits aux siècles derniers sur les côtes de l'océan Indien<sup>46</sup>. De par sa position centrale, le Rwanda pourrait être cette courroie de transmission entre l'ouest et l'est de l'Afrique orientale. C'est certainement un des

desseins internationaux du Président Paul Kagamé élu depuis 2000, même si les voies utilisées posent question.

Avec ce Rwanda martyr du génocide des Tutsis de 1994, EELV, parti de gouvernement, pourrait proposer une politique de co-développement écologique fondée sur une conditionnalité réciproque, en tout cas sur de nouveaux principes bilatéraux.

## 1. Une économie et une société en voie de reconstruction

Au début des années 2010, les données économiques restent cruelles au Rwanda : 84 % de la population vit avec moins de 1,50 euro par jour, 40 % des enfants souffrent de malnutrition chronique (surtout dans les campagnes), la diversification économique est faible, le chômage élevé, le budget national reste très dépendant de l'aide publique au développement (APD, qui représente 40 % du budget de l'Etat et 17 % du PIB en 2010), le taux d'investissement privé est faible, le secteur informel très important, l'accès aux mers

<sup>44</sup> Pour plus de découvertes et d'horizons lointains, consulter [www.nyungwe.org/](http://www.nyungwe.org/) ou [http://rwanda.canalblog.com/albums/la\\_foret\\_de\\_nyungwe/index.html](http://rwanda.canalblog.com/albums/la_foret_de_nyungwe/index.html)

<sup>45</sup> Lire le très documenté ouvrage d'Olivier Pétré-Grenouilleau *Les Traités négrières* (Folio histoire – 2009)

<sup>46</sup> Lire l'ouvrage d'Isidore Ndaywel è Nziem, *Histoire générale du Congo* (Duculot, Louvain, 1998)

nécessite entre 1200 et 2500 km sur des routes peu goudronnées qui font exploser le prix de la tonne transportée. Les difficultés macro-économiques sont légion : un marché étroit et peu doté en épargne nationale, une technologie et des capitaux insuffisants (d'où l'action du Rwanda au niveau régional et ses efforts d'intégration auprès de la Communauté d'Afrique de l'Est ou CAE<sup>47</sup>) et des industries à faible productivité. Mais, avec plus de 100 millions de consommateurs, la CAE représente un réel marché régional d'ouverture pour le Rwanda, à condition que les barrières tarifaires et non tarifaires soient abolies entre les pays... ce qui n'est pas encore fait.

En même temps, la croissance du pays est de 8,8 % en 2011. De 2000 à 2011, le revenu moyen par habitant a doublé, passant de 227 à 467 euros. Les conditions de vie, à Kigali (photo ci-contre), sont bien meilleures qu'auparavant, d'autant que l'Etat a fortement investi dans la santé. Qui sait par exemple que 92 % de la population rwandaise dispose d'une assurance maladie publique<sup>48</sup> et que, durant la décennie 2000, l'espérance de vie est passée de 48 ans à 52 ans ? Un effort a également été mis sur les services, secteur considéré comme créant rapidement des richesses<sup>49</sup>.



Du point de vue des infrastructures, des projets de construction et de rénovation des centrales électriques de Rusumo et de Rusizi III, tout comme le goudronnage des grands axes routiers et la réhabilitation de la voie ferrée vers le Burundi et la Tanzanie, sont en cours. Le Rwanda a également les moyens de créer une électricité hydraulique, basée sur l'exploitation du méthane du lac Kivu, avec une réserve estimée de 60 milliards de m<sup>3</sup>.

En septembre 1997, le Président Kagamé a lancé sa « Vision 2020 »<sup>50</sup>. Il s'agit d'un plan de développement national d'ensemble qui intègre les volets économique, humain et d'intégration régionale (sortir de l'enclavement et afficher des gages aux pays fournisseurs d'aide au développement). Toutefois, une analyse à mi-parcours a montré que cette vision très libérale était assez mal partie. Notamment pour des raisons politiques et de répartition des revenus : selon un rapport de Human Rights Watch de décembre 2008<sup>51</sup>, les investisseurs extérieurs sont découragés car le pouvoir judiciaire reste subordonné à l'exécutif et à une élite d'acteurs économiques, officieux et corrompus. Lesquels bénéficient également de l'importante économie de guerre entretenue par le Rwanda dans les Kivus voisins, en République démocratique du Congo (RDC). Plus récemment, au premier semestre 2012, un fonds de développement national a de surcroît été créé : le fonds Agaciro, qui sert de vitrine alléchante à la diaspora rwandaise en vantant les mérites d'une indépendance financière nationale, à un moment où la communauté internationale commence précisément à s'agacer de l'action rwandaise dans les Kivus.

## 2. Une économie encore dépendante de l'exploitation violente des Kivus

Créée par la Résolution n°1279 du Conseil de Sécurité de l'ONU le 30/11/1999, la Monusco (ex-MONUC)<sup>52</sup> est installée en RDC ; elle a pour vocation de garantir l'intangibilité des frontières et de garantir la sécurité des civils, notamment dans les Kivus frontaliers du Rwanda et du Burundi, où les violences sont les plus graves depuis 1996. Or malgré la présence des 17 000 casques bleus de la Monusco depuis 2002, ce retour de la paix est mis en échec par l'action conjuguée de plusieurs acteurs dont le Rwanda qui continue de soutenir des groupes rebelles (le CNDP, puis le M23) à l'est de la RDC.

<sup>47</sup> [www.eac.int](http://www.eac.int) (site officiel)

<sup>48</sup> [www.nytimes.com/2010/06/15/health/policy/15rwanda.html?hpw&\\_r=0](http://www.nytimes.com/2010/06/15/health/policy/15rwanda.html?hpw&_r=0)

<sup>49</sup> Mais au détriment de l'agriculture, secteur économique dont 80 % de la population dépend.

<sup>50</sup> [www.minecofin.gov.rw/webfm\\_send/1699](http://www.minecofin.gov.rw/webfm_send/1699) (site officiel du gouvernement rwandais)

<sup>51</sup> [www.hrw.org/sites/default/files/reports/rwanda0708frweb\\_0.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/rwanda0708frweb_0.pdf)

<sup>52</sup> Les contingents de la force internationale sont essentiellement installés dans la région des Grands Lacs et notamment dans les Kivus.

Ainsi, entre avril et décembre 2012, ce sont au moins 200 000 personnes qui ont été déplacées dans les Kivus selon les rapports de l'IRIN (agence de presse de l'ONU), à cause des mouvements guerriers fomentés par le M23. Les responsables de ces milices impliqués dans des massacres récurrents de dizaines de villageois – Bosco Ntaganda (photo ci-dessous), Sultani Makenga, Baudoin Ngaruye, Innocent Zimurinda, Innocent Kaina... - sont pour la plupart d'anciens soldats de l'Armée patriotique rwandaise (APR) de Paul Kagame qui a repris le Rwanda en plein génocide en 1994. Avec l'actuel président congolais Joseph Kabila, ils ont aussi participé à l'éradication des camps Hutus dans les Kivus en 1996. De ce fait, même s'ils ne sont pas tous rwandais, ils ont une créance symbolique très importante envers le régime rwandais, et le pouvoir congolais répugne également à les inquiéter.

De fait, selon un rapport élaboré en 2012 par de nombreuses ONG<sup>53</sup>, les cycles de violence dans l'est de la RDC sont la conséquence d'un « *manque de volonté politique de la part du gouvernement congolais*<sup>54</sup> » et sont alimentés par le gouvernement rwandais. Avec pour principal enjeu le coltan. Ce minerai que l'on trouve à foison dans les Kivus et qui sert à la fabrication de presque tous les outils de communication électronique, le Rwanda en est le premier exportateur mondial. Exploité dans des conditions de guerre, avec des mineurs à la merci du fusil des miliciens qui tiennent le territoire, le coltan se rachète une virginité en transitant par le Rwanda où il devient du minerai légal (car acheté à un cours plus ou moins officiel). On le soupçonne également d'être une manne financière au maintien de toute une classe de corrupteurs au Rwanda.



Selon un rapport de l'ONU, les nouveaux gardiens de Bisié, l'un des sites les plus importants d'extraction du coltan situé au Nord-Kivu, obéiraient toujours à leurs parrains rwandais. Près de 80 % de la cassitérite et du coltan produits dans le Nord-Kivu vient de Bisié, soit 8 000 tonnes par an. La majorité des mineurs de Bisié y subsistent avec moins d'1,50 dollar par jour et sont, en général, fortement endettés. Selon une enquête de Global Witness, le racket et le vol rapporteraient au moins 120 000 dollars par mois aux principaux responsables militaires dans la région. D'une façon générale, on estime que les richesses prélevées militairement dans les Kivus contribuent pour au moins 20 % du PIB rwandais. C'est davantage que le montant actuel de l'APD.

### 3. Un fort potentiel de développement écologique et solidaire des territoires

Pourtant, l'exploitation violente des ressources naturelles des Kivus est loin d'être la seule perspective de développement économique du Rwanda. La capitale Kigali, ville champignon fondée en 1907 par le colonisateur allemand Richard Kandt<sup>55</sup>, est en plein essor économique : une forme de croissance est au rendez-vous, les services s'affinent et se coordonnent, les transports se perfectionnent, de nouvelles classes moyennes et supérieures investissent allègrement dans l'habitat et drainent, tout autour d'elles, une économie locale vivante (menuiseries, transport et entretien de matières premières, rénovation du mobilier d'intérieur avec un réel savoir-faire local entretenu par des ONG et des regroupements de villageois...). Nous avons là un des exemples de développement raisonné de toute la filière « bois » qui s'organise autour de coopératives gérées localement. Et ce, même si Kigali connaît aussi une révolution foncière avec une multiplication de plans cadastraux et de dates-butoirs administratives qui résultent d'une volonté politique de mainmise sur les sols, laquelle vise aussi la rentabilité et n'est que rarement à l'avantage des plus nécessiteux.

Le Rwanda, c'est aussi cet immense projet de reboisement de 1 000 hectares dans les collines du district de Nyaruguru et 500 autres hectares dans celui de Rulindo, au nord de Kigali. La perte des surfaces forestières,

<sup>53</sup> Voir l'ouvrage collectif « Prendre position sur la réforme du secteur de la sécurité » [www.pole-institute.org/documents/drc-ssr-report-french-20120416.pdf](http://www.pole-institute.org/documents/drc-ssr-report-french-20120416.pdf)

<sup>54</sup> Ce « manque de volonté » serait la contrepartie de rétrocommissions versées lors de l'exportation, *via* le Rwanda, des minerais congolais (dont le coltan) extraits dans les Kivus contrôlés par les milices proches de Kigali.

<sup>55</sup> Dont la maison est devenue un musée d'histoire naturelle.



une véritable épidémie nationale, entraîne la carence en produits forestiers (surtout pour le bois de chauffe et le charbon) et accentue l'érosion des collines (les pluies diluviennes nettoient la partie riche des sols et les noient dans les rivières environnantes). Pour lutter contre ce fléau, l'Etat rwandais encourage la création de pépinières, développe des emplois, et permet la réapparition de revenus domestiques à travers la vente de bois de charbon issu du reboisement de parcelles familiales (où les femmes jouent un rôle majeur). Avec la plantation d'arbres, dans la région de Nyabimata, l'objectif est aussi de fixer les parcelles, d'assurer l'infiltration de l'eau dans les sols et d'augmenter leur fertilité. L'objectif d'autosuffisance alimentaire est primordial, surtout à destination des enfants. Cette politique récente prend heureusement le contre-pied de la bien mal nommée « villagisation » forcée, qui obligeait jusqu'au début des années 2000 un paysan à détruire sa maison pour aller s'installer dans une zone urbaine, ce qui avait poussé plus de 300 000 familles (soit 10 à 15 % de la population du Rwanda) à venir s'entasser dans des abris en plastique suburbains.

Le développement solidaire mis en œuvre au Rwanda, c'est aussi la préservation et le développement durable des écosystèmes locaux en faveur de la forêt<sup>56</sup>, avec une prise en compte des valeurs sociales, économiques et environnementales, qui a valu au Rwanda un Prix de la Politique d'avenir délivré par l'ONU en 2011<sup>57</sup>. Cette stratégie nationale (ensuite déclinée au niveau local) prend également en considération les éléments de la finance forestière en offrant des solutions réglementaires et adaptées aux besoins locaux. Les objectifs sont de faciliter le développement raisonné du boisement, de promouvoir la restauration des terres dégradées et d'arrêter la dégradation des forêts. Ces actions passent par l'utilisation durable de bois de chauffage et la garantie de la promotion de ressources énergétiques renouvelables fournies à des prix abordables (cuisinières écoénergétiques, au biogaz ou solaires – autant d'expériences conduites localement par des ONG et des relais locaux). Dans le cadre du Protocole de Nagoya<sup>58</sup> de garantie de la diversité biologique, il s'agit aussi de gérer et de restaurer les zones humides dégradées, et notamment les nombreux écosystèmes aquatiques fragiles.



**Champ de maïs au Rwanda**

Enfin, en matière d'élevage, secteur ô combien important compte tenu de l'importance de la vache dans la culture des hauts plateaux d'Afrique orientale, des progrès ont été initiés afin qu'il devienne plus rentable, notamment au travers d'une alimentation raisonnée (patate douce, betterave...). Ces réussites locales assurent, pour les acteurs concernés, un avenir maîtrisé grâce aux bénéfices économiques et à des circuits logistiques simplifiés et courts. Toutefois, le chemin vers l'agriculture écologique est encore long. Selon Shem Michael Ndabikunze, directeur du Conseil agricole du Rwanda, « à l'heure actuelle, 53% des terres agricoles du Rwanda sont consolidées, ce qui signifie que les agriculteurs ont accès à des semences améliorées et des engrais subventionnés ». Autrement dit, l'importation de produits azotés et remplis de « vitamines » industrielles est encore bienvenue au Rwanda...

#### **4. L'heure des conditionnalités réciproques**

D'où l'utilité d'un plan de développement écologique pour le Rwanda, qui permettrait d'amplifier l'échelle des initiatives nationales de reboisement, de gestion de la filière bois et des forêts, d'élevage raisonné, d'autosuffisance alimentaire dans les campagnes, jusqu'à en faire la norme du pays. Or l'aide publique au développement est traditionnellement chargée de conditionnalités, notamment en termes de démocratie et de respect des libertés publiques. Si la France et l'Union européenne doivent prendre l'initiative d'un grand plan de développement écologique pour les Kivus et le Rwanda, comme EELV le propose depuis décembre 2012<sup>59</sup>, cette conditionnalité ne peut être que réciproque compte tenu du passé de la France au Rwanda.

<sup>56</sup> cf. Sommet de la Terre en 1997 : [www.earthsummit2012.org](http://www.earthsummit2012.org).

<sup>57</sup> [www.worldfuturecouncil.org/fileadmin/user\\_upload/Future\\_Policy\\_Award/FPA\\_2011/Future\\_Policy\\_Award\\_2011\\_brochure\\_fr.pdf](http://www.worldfuturecouncil.org/fileadmin/user_upload/Future_Policy_Award/FPA_2011/Future_Policy_Award_2011_brochure_fr.pdf)

<sup>58</sup> [www.iresa.agrinet.tn/announce/protocole-nagoya.pdf](http://www.iresa.agrinet.tn/announce/protocole-nagoya.pdf)

<sup>59</sup> <http://transnationale.eelv.fr/2012/12/05/kivus-arreter-le-cycle-de-la-violence-construire-une-economie-de-paix>

L'Union européenne pourrait ainsi demander au Rwanda d'arrêter d'encourager l'économie de guerre aux Kivus. Mais il faut que la contrepartie soit de taille, avec un investissement en APD permettant de compenser le manque à gagner de l'exploitation violente des Kivus pour le Rwanda : cela représente une mise d'environ 1 milliard d'euros par an. Cet effort d'APD serait consenti en échange d'une mise aux arrêts par le Rwanda des principaux responsables des massacres commis sur des civils dans les Kivus dans le courant des années 2000, et assorti d'une stratégie de reconversion des entrepreneurs de guerre rwando-kivus de moindre importance dans des domaines profitables sur le plan économique et environnemental.

Au sein de l'Union européenne, la France pourrait être l'initiatrice de ce plan de développement écologique pour le Rwanda et les Kivus, en être en tout cas un des bailleurs et fournisseurs d'aide technique majeurs, s'impliquant à nouveau dans un pays qui lui a tourné le dos sur le plan politique et linguistique depuis près de vingt ans. Pour que cette démarche ait une chance d'aboutir, mais également pour des raisons éthiques évidentes, la France doit en même temps faire toute la lumière sur son action durant le génocide des Tutsis en 1994 : notamment en rendant accessibles toutes les archives de l'époque, en levant le secret défense sur les pièces refusées aux juges d'instruction dans les affaires judiciaires en cours, et en instaurant – par exemple sur proposition des députés écologistes - une véritable commission d'enquête parlementaire<sup>60</sup>. La date symbolique du 7 avril 2014, vingtième anniversaire du déclenchement du génocide qui sera commémoré dans un an exactement, pourrait être le moment idéal pour acter ce travail de vérité. Car sans vérité après un passé si traumatique, aucun travail de fond ne peut être enclenché, aucun partenariat plus respectueux de l'humain et des écosystèmes ne peut être réinventé.

\* **Karim Al Rifai** est Inspecteur des finances publiques

Ancien membre de la mission ministérielle d'évaluation des politiques publiques – Ministère des Affaires étrangères et européennes

**Contact :** 06 61 18 03 70 / [la\\_domerguie@hotmail.com](mailto:la_domerguie@hotmail.com)



**Rwanda : champs au bord du lac Kivu**

---

<sup>60</sup> Voir communiqué EELV du 7 avril 2011 : <http://transnationale.eelv.fr/2011/09/23/rwanda-letat-francais-doit-regarder-son-passe-en-face/>

## Annexe 5. Textes collectifs

### Pour une libération immédiate et sans conditions des prisonniers politiques au Gabon

Le 15 août 2012, la police gabonaise a procédé à plusieurs dizaines d'arrestations à Libreville, pour la plupart au domicile des prévenus, de 4h du matin à 19h. Le motif officiel évoqué serait la participation à un meeting organisé par l'opposition politique et interdit par le gouvernement d'Ali Bongo Ondimba.

A la faveur d'une parodie de procès propre aux dictatures, tenue au tribunal de première instance de Libreville le 23 août 2012, avec une forte présence des forces armées en tenue d'assaut, malgré une interdiction d'accès au public qui obligera les avocats des détenus à vider la salle d'audience, 37 citoyens gabonais seront condamnés à un an de prison mais la société civile sur place fait état de 62 personnes détenues et souvent torturées. Compte tenu des nombreux vices intervenus avant et pendant l'audience, cette audience n'aurait pas dû se tenir, mais être reportée, ne fut-ce que pour la forme.

Les propos tenus par la Procureure de la République et repris par quelques médias locaux faisant état d'une sanction exemplaire des victimes de l'audience ne cachent plus les intentions d'un gouvernement qui accuse un véritable déficit dans la gestion et la reconnaissance des libertés fondamentales et dans lequel le principe de séparation des pouvoirs n'a plus droit de cité et de façon exacerbée depuis 2009.

Nous signalons ici que le Réseau de Défense des Droits Humains du Gabon vient de publier un rapport éloquent sur des violences physiques et des privations de vie contre des citoyens gabonais et les journalistes qui enquêtent sur ces scandales sont victimes de représailles judiciaires comme l'atteste une lettre du 24 octobre 2012 d'ACAT-France adressée à Ali Bongo Ondimba. Ce qui fait un signal de trop après l'emprisonnement arbitraire d'étudiants dans les mêmes conditions.

La violation récurrente des droits de l'homme au Gabon, l'impasse institutionnelle et politique deviennent très préoccupantes depuis l'avènement d'Ali Bongo au pouvoir justifiant ainsi l'exigence d'un dialogue politique en termes de conférence nationale souveraine sollicitée par la grande majorité du Peuple Gabonais aujourd'hui.

Aussi, et en dépit de ces abus, nous exigeons des autorités gabonaises un pas vers la raison à travers la libération immédiate et sans conditions de tous les détenus politiques du Gabon.

« Ça suffit comme ça », Convention de la Diaspora Gabonaise, EELV, Front de Gauche,

Communiqué du 4 novembre 2012

--

### Législatives au Togo : lettre ouverte à l'Union européenne

Lettre ouverte à l'attention de :

- Mme Ashton Catherine, haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,

- M. Andris Piebalgs, commissaire au Développement de l'Union européenne

**Objet : Demande d'action urgente de l'Union européenne au Togo en vue d'une organisation des élections législatives transparentes, consensuelles et crédibles**



—

Madame le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,

Monsieur le commissaire au Développement de l'Union européenne,

Entre 2009 et 2011, l'Afrique francophone a connu une vague d'élections présidentielles dont les résultats ont souvent été contestés. Si des transitions démocratiques ont connu un certain succès, au Niger par exemple, la démocratisation du continent africain avance difficilement, et, certains régimes dictatoriaux ont réussi à trouver une 'légitimité' internationale en instrumentalisant une démocratie factice au moyen d'élections fraudées. Fin 2012, début 2013, le hasard des calendriers électoraux amène une nouvelle vague d'élections, cette fois, législatives. L'enjeu de démocratisation se déplace des présidentielles aux législatives, mettant l'accent sur le renforcement des institutions.

Au Togo, suite aux massacres de 2005 à l'arrivée de Faure Gnassingbé au pouvoir, en accord avec l'Organisation des Nations unies et le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'Union Européenne a soutenu le pays au niveau des processus électoraux et de la construction de l'Etat de droit, par ses Missions d'Observation Electorale et ses financements. Cette action a indirectement conforté un régime caractérisé par la violence de la répression, l'impunité, la corruption, et le refus de toute alternance politique. Le soutien à la démocratisation a parfois perdu de son efficacité et de son sens. En 2010, l'Union européenne a financé à hauteur de 12,5 millions d'euros l'organisation de l'élection présidentielle, et a envoyé une Mission d'Observation, impliquant par son budget les contribuables européens. L'Union européenne était le garant attendu des résultats comme premier donateur et observateur. Les conditions de cette élection n'auraient pas été acceptées dans les démocraties adhérentes à l'Union européenne. L'Union européenne se doit de tirer les conséquences de son implication, particulièrement si elle continue de financer les élections au Togo.

Si, parmi les principales dispositions de l'Accord Politique Global (APG) signé à Ouagadougou en 2006 entre le pouvoir togolais et les partis de l'opposition, suite aux 22 engagements pris en 2004 par l'Etat togolais auprès de l'UE, certaines ont partiellement été exécutées permettant au pouvoir de bénéficier des financements de l'Union européenne, les plus importantes notamment celles relatives aux réformes institutionnelles et constitutionnelles n'ont pu être mises en œuvre du fait du manque de volonté et de la mauvaise foi du pouvoir.

En 2012, l'ONU condamne sévèrement le gouvernement togolais sur la torture, en lui demandant de prendre rapidement des mesures qui auraient dû être prises depuis longtemps, mettant particulièrement en cause l'Agence Nationale de Renseignement (ANR), lui demandant de « mettre en œuvre les recommandations de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) sur les allégations de torture et de mauvais traitements dans les locaux de l'ANR et autres lieux de détention ». Cette nouvelle condamnation démontre que le régime issu des massacres de 2005 a peu progressé dans la construction d'un Etat de droit.

Sans qu'il n'y ait de date certaine et alors que le chef de l'Etat togolais annonce dans ses vœux de nouvel an 2013 vouloir suivre un chronogramme avec une élection fin mars 2013, les législatives au Togo se dérouleront environ 3 ans après la présidentielle de mars 2010. Depuis cette date, les populations entraînées par l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), la coalition de partis réunis au sein du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), et, depuis le mois de mai 2012, le Collectif 'Sauvons le Togo' (CST), ainsi que la coalition « Arc-en-ciel », ont contesté les résultats de la présidentielle de 2010, et ont réclamé des élections législatives transparentes et organisées selon les standards internationaux. Le gouvernement a violemment réprimé les mouvements pacifiques de contestation, sans pour autant parvenir à briser la dynamique acquise au changement.

Ces coalitions de partis politiques réclament l'organisation consensuelle d'élections législatives face à la poursuite solitaire de l'organisation de ces élections par le gouvernement. Le Collectif 'Sauvons le Togo' a indiqué, le 1<sup>er</sup> janvier 2013 « **qu'il est prématuré d'aborder des questions liées à des élections sans la réalisation consensuelle des réformes institutionnelles et constitutionnelles.** Il convient plutôt de réunir

les conditions devant ouvrir la voie à un dialogue structuré, franc et sincère, ... Le Collectif 'Sauvons le Togo' réitère sa proposition pour la mise en place d'un comité préparatoire qui conviendra des modalités du dialogue, dans ses aspects liés à la composition, au fonctionnement et aux sujets à débattre. Pour la sérénité des débats, **la présence d'un médiateur choisi consensuellement, avec l'assistance de la communauté internationale, s'impose.** »

Comme les diplomaties des principaux pays occidentaux, l'Union européenne est de nouveau prise à témoin d'un processus biaisé. Etant donné l'historique de l'influence européenne au Togo, sa volonté d'accompagner le régime, dont des personnalités fortes sont elles-mêmes mises en cause, vers un objectif de démocratie, quand ce régime ne semble pas partager les valeurs démocratiques, n'a jamais été comprise par la majorité de la population togolaise. La poursuite de cette politique pourrait donc être de nouveau assimilée à une complicité avec le régime dictatorial. **A ce stade, l'Union européenne a encore la possibilité de corriger la logique de son implication, pour devenir un acteur fiable et reconnu de la démocratisation.**

La qualité de l'organisation d'un scrutin se détermine en amont : au niveau de l'indépendance de l'organisation vis-à-vis du pouvoir, la préparation des listes électorales, la qualité du découpage des circonscriptions, – point bloquant pour le Togo –, le contrôle des moyens de l'Etat, les moyens financiers de l'opposition, la liberté de la presse, l'indépendance et le travail de la justice en cas de répression policière. **L'Union européenne a émis après des législatives de 2007 des recommandations qui n'ont jamais été appliquées par le gouvernement togolais.** En effet, parmi les recommandations de la Mission d'Observation Electorale de l'Union Européenne (MOE-UE) des législatives d'octobre 2007 figure la recommandation selon laquelle « **la représentativité des sièges dans la nouvelle législature doit se faire sur des critères démographiques** », pour mettre fin à la sur-représentativité manifeste du Nord par rapport au Sud. **Ce déséquilibre, imposé par un régime électoralement illégitime, est à la base du trucage prévisible** dans l'organisation des législatives par le gouvernement sans concertation avec l'opposition. D'autres recommandations allant dans le même sens sont venues se rajouter dans le rapport de la MOE-UE de 2010, et l'opposition demande leur application.

A partir du « printemps arabe », la politique européenne, que ce soit au niveau de la Commission ou du Parlement, s'est engagée dans le sens d'une **politique plus « cohérente vis-à-vis des régimes autoritaires » associant développement, droits humains, et démocratie.** **Les élections législatives au Togo révèlent un enjeu important pour la démocratisation du continent parce qu'il s'agit d'un des seuls pays subissant une dictature militaire à façade démocratique où le régime pourrait quitter le pouvoir par les urnes, l'opposition ayant réussi à rester électoralement forte malgré les manœuvres récurrentes visant à la déstabiliser.** S'il est bien organisé et si les résultats sont correctement restitués, le prochain scrutin permettrait de sortir d'une impasse et montrerait la capacité du Togo à s'engager dans une alternance. Les élections législatives envisagées au Togo pourraient ainsi mettre un terme à la dictature en donnant un exemple positif pour d'autres pays. Il s'agit donc d'un test pour la communauté internationale et en particulier pour l'Union Européenne, qui par son expérience des Missions d'Observation, a la possibilité de devenir un soutien efficace, rapide, reconnu, pour la généralisation de la démocratie en Afrique.

Les organisations signataires rassemblées au sein du Collectif de Solidarité avec les Lutttes Sociales et Politique en Afrique soutiennent les forces démocratiques du Togo pour mettre fin à une dictature militaire, clanique et familiale, le pouvoir de Faure Gnassingbé découlant du régime de son père Eyadéma. Elles appellent l'Union Européenne à prendre la mesure des enjeux et de la gravité de la situation au Togo et à prendre ses responsabilités en conséquence. **Elles demandent à l'Union européenne d'exiger au plus vite du gouvernement togolais qu'il s'engage à organiser des élections législatives crédibles, conformes aux recommandations déjà émises, en accord avec l'opposition réelle et légitime du Togo rassemblée autour des deux coalitions de partis, le FRAC et Arc-en-ciel, ainsi qu'autour du Collectif 'Sauvons le Togo'.**

**Collectif de Solidarité avec les Lutttes Sociales et Politique en Afrique, le 24 janvier 2013**

## Législatives à Djibouti, au Togo, au Cameroun et en Guinée : Lettre ouverte à la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

**Objet : Elections législatives à Djibouti, au Togo, au Cameroun, et en Guinée Conakry, et rôle du parlement français dans le soutien d'un processus global de démocratisation du continent africain**



Mesdames et Messieurs les députés,

**Qui ne souhaite pas la fin de la Françafrique ?** Le théoricien de la 'postcolonie', Achille Mbembe, envisage la fin de ce « vaste système d'immunités fondé sur l'assimilation réciproque et la corruption mutuelle des segments des élites françaises et africaines » en ces termes : « Pour que ce système mi-suzerain, mi-prébendal et mi-tributaire soit véritablement démantelé, il faut que soient brisés les mécanismes qui permettent la reproduction et la permanence de formes de pouvoirs tyranniques en Afrique. » Le devenir de la Françafrique et le devenir des dictatures dans les ex-colonies françaises sont interdépendants. Structurellement et historiquement, la responsabilité de l'Etat français est engagée dans la situation difficile que traversent, les unes après les autres, les anciennes colonies françaises pour se libérer des pouvoirs dictatoriaux.

Entre 2009 et 2011, l'Afrique francophone a connu une vague d'élections présidentielles dont les résultats ont souvent été contestés. Si des transitions démocratiques ont connu un certain succès, au Niger par exemple, la démocratisation du continent africain avance difficilement, et, certains régimes dictatoriaux ont réussi à trouver une 'légitimité' internationale en instrumentalisant une démocratie factice au moyen d'élections fraudées. **Fin 2012, début 2013, le hasard des calendriers électoraux amène une nouvelle vague d'élections, cette fois, législatives.** L'enjeu de démocratisation se déplace des présidentielles aux législatives, mettant l'accent sur le renforcement des institutions. Les processus de démocratisation sont dans des impasses dans 4 pays qui organisent prochainement des législatives, Djibouti, Togo, Cameroun et Guinée Conakry, et l'attention portée à ces 4 pays permet aujourd'hui de penser la position française sur les efforts de démocratisation du continent.

**A Djibouti, le 22 février 2013, auront lieu des législatives** organisées par le président Ismaïl Omar Guelleh. Les seules élections pluripartites, depuis l'indépendance, qui se sont déroulées en 2003, ont été massivement fraudées au détriment de l'opposition unie (UAD), qui a obtenu officiellement 40% des voix, et, en réalité, plus de 50% : le régime s'est attribué la totalité des sièges des députés à l'assemblée nationale s'appuyant sur le scrutin de liste majoritaire à un tour. Aucune revendication n'étant acceptée, les élections suivantes ont été boycottées, et, une grande partie des leaders ont été contraints à l'exil. En amont, tout est fait pour décourager l'organisation d'une opposition démocratique, par la surveillance policière, des sanctions type licenciement pour ceux qui s'affichent avec les partis démocratiques, les arrestations et tortures des cadres actifs des partis, l'interdiction de partis comme le Mouvement pour le Renouveau démocratique et le Développement (MRD). Depuis le 'printemps arabe' et les manifestations massives contre le 3e mandat en février 2011, toute manifestation est interdite. La coalition Union pour le Salut National (USN) a accepté d'aller au scrutin malgré les risques. Le pouvoir refuse d'inscrire des milliers de Djiboutiens sur les listes électorales alors qu'il distribue des milliers de cartes électorales à des étrangers. Au pire, si le scrutin est truqué comme les précédents, suite à l'ajout récent de 20% de proportionnelle, même avec plus de 50% des votes réels, l'opposition pourrait n'obtenir que 10% des sièges. Un scénario d'un refus du verdict des urnes n'est pas accepté par l'opposition qui entend défendre le choix des Djiboutiens. La tension risque de croître face à la fin des espoirs. Aucune observation convenable n'est prévue pour éviter des fraudes massives, et toutes les revendications des démocrates pour organiser des élections transparentes, incontestables, ont été rejetées. Le président de l'USN (président du l'ARD), Ahmed Youssouf, et le porte-parole de l'USN (président du MRD), Daher Ahmed Farah, ont été interdits de candidature sous prétexte de double nationalité, alors que des candidats du parti au pouvoir dans le même cas ont été acceptés. Le 5 février 2013, Daher Ahmed Farah a été arrêté puis libéré le lendemain, et la peur augmente. Le gouvernement très impopulaire fait le maximum pour pousser l'opposition à boycotter. Sur la scène

internationale, Djibouti est considéré comme une place de plus de plus en plus stratégique en raison du combat contre la piraterie en Somalie, et parce que des bases militaires allemande et japonaise ont rejoint la française et la principale base militaire américaine en Afrique. Dans ce pays où règnent misère et grande corruption, où une quasi-famine est annoncée, les loyers de ces bases, 30 millions de dollars par an pour la France ou les Etats-Unis, sont détournés par le clan au pouvoir. Est-il normal que l'argent des contribuables enrichisse un régime dictatorial, qui se maintient au pouvoir par des élections fraudées et la répression ?

Dans la plupart des pays non démocratiques, le pouvoir arrive à désorganiser les démocrates en amont des scrutins. « **Les élections législatives au Togo révèlent un enjeu important pour la démocratisation du continent africain** parce qu'il s'agit d'un des seuls pays subissant une dictature militaire à façade démocratique où le régime pourrait quitter le pouvoir par les urnes, l'opposition ayant réussi à rester électoralement forte malgré les manœuvres récurrentes visant à la déstabiliser. » Pour désorganiser l'opposition réelle, rappelant les méthodes de son père Eyadéma du début des années 1990, Faure Gnassingbé, le chef d'Etat togolais, n'a pas hésité, par une manipulation judiciaire suite aux incendies des grands marchés des villes de Kara et de Lomé les 10 et 12 janvier 2013, à accuser et emprisonner arbitrairement une trentaine d'opposants, dont l'ancien premier ministre et ancien président de l'assemblée nationale Agbéyomé Kodjo, président de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union Un Togo Solidaire (OBUTS), et des responsables politiques d'autres partis politiques de l'alliance FRAC, que sont l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), le principal parti d'opposition, et l'Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral (ADDI). La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) est composée à 80% de membres du parti au pouvoir RPT-Unir et affiliés. Le pouvoir RPT-Unir refuse une organisation consensuelle des législatives avec les partis de l'opposition et les réformes institutionnelles et constitutionnelles qui garantissent un scrutin paisible, transparent et crédible. Les moyens de l'Etat sont à la disposition du parti RPT-Unir qui s'apprête à un achat massif des consciences. La méthode de fraude principale qui sera employée est déjà connue : le découpage totalement déséquilibré devrait permettre au parti au pouvoir, le RPT-Unir, d'obtenir une très large majorité de sièges avec une minorité de votes. A l'issue des élections législatives de 2007, l'Union européenne avait recommandé au gouvernement togolais de faire un redécoupage électoral qui tienne compte de la démographie. Cette recommandation n'a pas été prise en compte mais cela n'émeut guère l'Union européenne qui accepte ainsi, pour des raisons obscures, le principe de la fraude électorale en préparation. Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, a mis l'accent sur ce point dans son courrier du 18 janvier 2013 à Catherine Ashton et Andris Piebalgs leur demandant un véritable soutien à la démocratie au Togo. Accepterions-nous en France des élections gagnées d'avance par un parti minoritaire qui profiterait de règles électorales biaisées en sa faveur et d'un découpage électoral résultant de plus de 50 ans de dictature familiale ?

**Au Cameroun, Paul Biya est un spécialiste de la « gestion opaque de l'agenda électoral** visant à leurrer ses adversaires sur les échéances pour finalement les surprendre ». Alors que des sénatoriales sont annoncées début d'été 2013, les mandats des députés ont été prorogés deux fois en 2012, le 19 avril pour six mois et le 21 décembre pour trois mois jusqu'au 21 mai. L'incertitude est forte concernant la date des législatives. En octobre 2011, après 29 ans de pouvoir, le président habitant en Suisse s'est fait réélire avec 77,9% des voix, contre 10,71% à son principal rival John Fru Ndi. Cette élection, boudée par la population en raison d'un système électoral très contesté, s'est tenue avec un très faible taux de participation. En avril 2008, Paul Biya a imposé une révision constitutionnelle, supprimant la limitation du nombre de mandats présidentiels à deux mandats. En février 2008, un mouvement de contestation de cette révision, cumulé aux 'émeutes de la faim', a été réprimé dans le sang en 5 jours à peine. Au moins 150 jeunes ont été massacrés par les forces de l'ordre, rappelant l'assassinat de plusieurs centaines de personnes par le Commandement Opérationnel en 2000 et 2001. Aucun progrès notable n'a eu lieu depuis ces élections de 2011. Les élections sont toujours organisées par l'organisme « Elections Cameroun » (ELECAM), décrié par toutes les forces vives du pays et composé très majoritairement de membres du parti politique au pouvoir, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC). Surtout, Paul Biya « s'est spécialisé dans le montage de partis d'opposition factices, financés pour entrer dans son jeu et pour offrir une opposition de complaisance, afin de donner aux yeux des observateurs extérieurs des apparences de démocratie ». En mai 2011, le parlement camerounais a même, par « précaution », retiré à ELECAM la fonction de publier les résultats provisoires pour en attribuer l'exclusivité au Conseil Constitutionnel bien que ce Conseil Constitutionnel n'ait pas encore été mis en place et que son rôle soit rempli jusqu'aujourd'hui par la Cour Suprême dont les membres sont nommés par Paul Biya. Le Sénat et le Conseil constitutionnel, toujours pas mis en place, ont été 'nouvellement' institués dans la Constitution du 18 janvier 1996 dont presque aucune disposition n'a été mise en application à ce jour,

hormis l'allongement de la durée du mandat présidentiel de 5 à 7 ans et sa limitation à 2, disposition elle-même déjà abrogée en 2008. Le Cameroun, où règne aussi corruption et misère, est connu pour la censure de la presse et les emprisonnements de journalistes. La rencontre Biya-Hollande à Paris en janvier 2013, à quelques mois des sénatoriales annoncées et des hypothétiques législatives, dont la date ne dépend que du caprice du prince, n'a pas mis publiquement l'accent sur l'instauration de la démocratie et de l'Etat de droit. Faut-il se résoudre, comme beaucoup de Camerounais terrorisés, à ce que seul le décès du président puisse mettre fin à son règne, au risque de perpétuer son système ?

**En Guinée Conakry, les législatives sont reportées régulièrement depuis décembre 2011.** Les fraudes qui ont marqué la présidentielle de novembre 2010 pèsent d'un grand poids sur la transition démocratique. Si les résultats ont été acceptés par l'opposition, Alpha Condé : 52,52% contre Cellou Dalein 47,48%, les risques de crises et de violences avaient aussi joué dans l'acceptation des résultats en dépit des fraudes. Le régime d'Alpha Condé, qui a commencé sa mandature avec un soutien assez marqué en Occident, s'est ensuite dégradé, au niveau des droits humains, des tensions 'ethniques', de la corruption sur de gros contrats miniers, et du processus électoral. Les législatives sont censées pouvoir mettre un terme au processus de transition, et sont essentielles pour qu'un débat sain puisse s'instaurer et renforcer la démocratie. Lors de sa rencontre avec Alpha Condé le 2 juillet 2012, François Hollande a « confirmé le soutien de la France à l'action de l'Organisation internationale de la francophonie pour contribuer à instaurer la confiance entre toutes les forces politiques guinéennes. » Dès le 2 août, les partis politiques d'opposition regroupés dans le 'Collectif des partis politiques pour la finalisation de la transition' et leurs leaders, dont Cellou Dalein Diallo de l'UFDG et Sidya Touré de l'UFR, ont dénoncé le rôle de l'OIF, évoquant le fichier électoral, dont la préparation a été confiée à la société sud-africaine Way Mark, sans appel d'offres. Un rapport du PNUD, puis un autre de l'OIF le 21 juillet, ont mis en cause la qualité des prestations de Way Mark, et depuis la situation s'est bloquée. La restructuration de la CENI a fait également l'objet de très longues négociations, et une nouvelle CENI continue de faire l'objet d'un conflit. L'incertitude sur la date du scrutin demeure, la date du 12 mai a été communiquée en relation avec le déblocage de subventions européennes. Alors, qu'en 2011, les manifestations avaient fait plusieurs morts, à partir du 13 février 2013, considérant « un dialogue bloqué, une CENI en panne, un opérateur de saisie décrié », l'opposition prévoit de nouvelles manifestations.

Dans d'autres pays encore, les processus électoraux sont bloqués. En Mauritanie, il n'y a plus aucune nouvelle des législatives, reportée depuis septembre 2011. A Madagascar, la présidentielle et les législatives seront enfin organisées les 24 Juillet et 25 Septembre 2013, après 4 ans de médiation chaotique et conflictuelle impliquant la SADC (Southern African Development Community), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Union Africaine. Le 5 février 2013, François Hollande s'est exprimé devant le Parlement européen : « L'Europe, c'est un continent de paix et de démocratie qui ne cherche rien pour lui-même, mais qui apporte au reste du monde son héritage, ses valeurs, ses principes. Et donc, **l'Europe, elle doit prendre sa part du combat pour la démocratie, pour la dignité humaine**, et c'est la raison pour laquelle, j'ai décidé au nom de la France d'intervenir au Mali. »... « Nous devons aussi dans cette redistribution des cartes de la puissance à l'échelle du monde, ne laisser aucun doute sur la détermination de l'Europe à porter ses valeurs. Mais nous devons en tirer, là encore, les conséquences, avoir la lucidité indispensable, pour élaborer une stratégie, pour conduire une véritable politique extérieure commune, pour avoir une défense européenne. » Pour chaque pays d'Afrique aux prises avec la dictature, il y a urgence, et **aucune solution ne semble pouvoir venir actuellement de l'Union européenne**, qui, comme le disait également François Hollande à Strasbourg, « pratique tantôt la fuite en avant, tantôt l'immobilisme ». Cela apparaît au Togo. La politique étrangère européenne, très mal définie, en réalité sous la responsabilité des Etats membres, est sans réactivité face aux aléas des processus conflictuels de démocratisation. Dans des pays comme le Togo, elle est piégée dans des négociations informelles et peu transparentes, imposées par les régimes non démocratiques, risquant d'être influencée par des intérêts personnels. Les progrès qui s'observent parfois au niveau droits humains, liberté de la presse, développement économique, lutte contre la corruption, bloquent sur la question du pouvoir. Les dictateurs ne quittent pas le pouvoir volontairement, n'organisent pas d'élections pour les perdre. Certains préfèrent juste lâcher du lest, et, dans ces cas, souvent, la tension augmente tant qu'ils ne sont pas vaincus. La politique européenne de soutien à la démocratie en Afrique a atteint ses limites : elle est actuellement instrumentalisée et neutralisée, elle mériterait d'être reconçue et relancée.

François Hollande a évoqué la démocratie lors du Sommet de la Francophonie à Kinshasa : « Les temps ont changé, la France est maintenant désireuse à la fois de respecter tous ses interlocuteurs, mais aussi de leur dire la vérité. Cette vérité n'est pas celle de la France, c'est celle des droits fondamentaux, des libertés



essentielles et de la démocratie. », « C'est une nouvelle politique qui est en train de se définir, c'est-à-dire que nous avons du respect, nous avons de la considération, mais en même temps on se dit les choses et on aide. » « C'est un message envoyé à tous les chefs d'Etat africains. Je les considère, je suis conscient, lorsqu'ils ont été élus par un processus démocratique, qu'ils représentent pleinement leur pays. Quand ils n'ont pas été élus par cette procédure, je fais en sorte d'avoir de bonnes relations d'Etat à Etat, mais je reconnais aussi les opposants dès lors qu'ils s'inscrivent dans la démocratie, qu'ils veulent concourir sans violence à ce que ce soit les urnes qui décident en Afrique comme partout ailleurs. »

**Les dictateurs 'amis de la France' entraînent ou essayent d'entraîner le nouvel exécutif français dans une prolongation de la Françafrique, chacun selon sa méthode.** Ils défilent à Paris au point que, pour les peuples africains, l'espoir d'un changement de politique s'estompe. Blaise Compaoré du Burkina Faso profite du conflit malien en continuant sa diplomatie d'appoint. Le dictateur tchadien, l'un des plus féroces des anciennes colonies, Idriss Déby n'a pas arrêté de se rapprocher de Paris en utilisant le besoin de soldats au Mali. En Mauritanie, Mohamed Ould Abdel Aziz, revenu de ses soins en France, joue sur sa position près du foyer du terrorisme. Le Camerounais Paul Biya vient de s'entretenir à l'Élysée avec François Hollande, grâce aux intérêts économiques des entreprises françaises. Alpha Condé, très mal élu en 2010 en Guinée Conakry, teste les capacités de l'Organisation Internationale de la Francophonie sur le processus électoral. Ali Bongo est sans doute le seul qui ait vraiment ressenti le changement, et cela, en raison de la mobilisation des sociétés civiles française et gabonaise lors de sa visite. D'autres, qui n'ont pas encore été reçus à Paris, s'adaptent très vite. Faure Gnassingbé habile à manipuler la communauté internationale sur la démocratisation du Togo, a tenté un échange de soldats contre le silence sur l'écrasement momentané de l'opposition. A Djibouti, Ismaïl Omar Guelleh, mal vu à Paris depuis l'assassinat du juge Borrel, utilise sa position géographique stratégique militairement. Sassou N'Gusso est assis sur les réserves de pétrole du Congo-Brazzaville et attend la suite des procédures sur les Biens Mal Acquis. Par ailleurs, alors que la diplomatie française accorde plus d'écoute aux opposants démocrates de passage à Paris, deux d'entre eux ont été emprisonnés arbitrairement dans leur pays alors qu'ils rencontraient fin 2012 les autorités françaises. Au Togo, depuis le 18 janvier 2013, l'ancien premier ministre Agbéyomé Kodjo est détenu, et, à Djibouti, le porte-parole de la coalition de l'Union pour le Salut National (USN), Daher Ahmed Farah a été arrêté du 5 au 7 février 2013. Manifestement, l'accès au dialogue avec les autorités françaises n'apporte que peu de protection aux démocrates face à la répression.

**Le débat sur rôle du Parlement français dans la définition et le contrôle de la politique étrangère** a été de nouveau abordé à l'occasion de l'intervention militaire au Mali. Le président François Hollande a déclaré avoir « décidé au nom de la France d'intervenir au Mali » en raison d'un « combat pour la démocratie, pour la dignité humaine », alors que cette intervention se rattache à d'autres intérêts et objectifs. L'impact du conflit malien sur l'ensemble des pays africains est considérable, et en particulier sur les anciennes colonies françaises, où l'intervention française a déjà permis de « ressusciter les séquelles du passé ». L'armée française reste par ailleurs prisonnière d'un dispositif néocolonial caduc en coopérant quotidiennement avec des régimes dictatoriaux bien identifiés. Il serait à son honneur de savoir en sortir. La théorie de la « stabilité » qui a cru pouvoir justifier l'inacceptable n'est plus d'actualité. La guerre au Mali a aussi rappelé la fragilité des régimes, même plus démocratiques selon certains critères, face aux trafics, à la corruption, au sous-développement, à la faiblesse des revenus des ressources naturelles. La situation est pire dans les pays les moins démocratiques. La fausse démocratie faite d'élections fraudées et de processus électoraux biaisés ne trompe plus que ceux et celles qui veulent bien se laisser tromper. Chaque élection fraudée implique de reporter de plusieurs années les espoirs. Quant au silence de ceux et celles qui ne pourront plus dire qu'ils ou elles ne savaient pas, seules les populations africaines pourront un jour lui attribuer un sens.

**Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politique en Afrique invite le Parlement français à s'impliquer dans la réforme de la politique française dans le sens d'une affirmation sans ambiguïté d'un soutien au processus global de démocratisation du continent africain.** La série de législatives à Djibouti, au Togo, au Cameroun et en Guinée-Conakry, offre une occasion de redonner une visibilité à l'action du parlement et de faire preuve d'un dynamisme démocratique qui puisse enfin avoir des retombées positives en Afrique.

**Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politique en Afrique, le 19 février 2013**

## Guinée Equatoriale : le pétrole à quel prix ?



Le 26 mai 2013, des élections auront lieu en Guinée équatoriale afin d'élire les conseils municipaux, les députés de la Chambre des Représentants du peuple et les membres du Sénat. Ces élections cachent la préparation de la succession du président Teodoro Obiang Nguema par son fils Teodorin. Elles se préparent dans un climat de terreur.

La Guinée Equatoriale, Etat de 720 000 habitants, avec 76,8% de la population en dessous du seuil de pauvreté et 51 ans d'espérance de vie, est le troisième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne. En avril 2013, le pays a été exclu de l'Initiative pour la Transparence

dans les Industries Extractives (ITIE). C'est un fournisseur important des Etats-Unis, mais aussi de pays européens dont la France, l'Italie, et l'Espagne qui appuie actuellement le régime. La relation entre les Etats français et équato-guinéen est marquée par l'histoire de la Françafrique, et ses pratiques qui perdurent comme le montrent les récents voyages de Claude Guéant à Malabo. La famille de Teodoro Obiang Nguema, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1979 et plus ancien chef d'Etat africain en activité, possède de nombreux biens immobiliers en Europe. Dans l'affaire des Biens Mal Acquis, la justice française a saisi l'hôtel particulier à Paris de son fils Teodorin, estimé à plus de 100 millions d'euros.

Lors des dernières élections, sans observateurs internationaux, les listes électorales faussées, votes multiples et autres intimidations, ont permis au président Obiang d'être réélu avec des scores totalitaires : 97,85% en 1996, 97,1% en 2002, 95,37 % en 2009, et à son parti, le Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE), de remporter toutes les élections. Celui-ci est quasiment parti unique. Les citoyens doivent adhérer au PDGE pour espérer un emploi dans l'administration.

Les militants d'opposition, leurs familles et leurs amis, subissent des menaces, violences, détentions arbitraires, signalées régulièrement dans les rapports de l'ONU, d'Amnesty International, ou de Human Rights Watch. Reporters sans Frontières vient de condamner « le blocage par l'Etat équato-guinéen, le 12 mai 2013, de l'accès à Facebook et à certains sites de l'opposition ». A l'étranger, les partis n'ont pas obtenu de légalisation. Des opposants politiques purgent de longues peines de prison. Depuis le « printemps arabe », la présence militaire et policière s'est renforcée et les arrestations se sont multipliées.

Comment des pays européens peuvent-ils accepter de dépendre du pétrole d'une dictature si caricaturale ? Le Collectif de Solidarité avec les Lutttes Sociales et Politiques en Afrique demande aux gouvernements français et espagnol et à l'Union européenne de se concerter pour dénoncer la répression actuelle et l'absence de démocratie en Guinée Equatoriale, de faire pression sur les entreprises européennes opérant en Guinée Equatoriale afin qu'elles cessent de rémunérer la famille Obiang, d'adopter une attitude ferme en faveur de la démocratisation du pays et de la défense des droits humains, y compris en prenant en considération la situation de l'opposition politique en exil.

**Collectif de Solidarité avec les Lutttes Sociales et Politiques en Afrique,**

Communiqué du 23 mai 2013